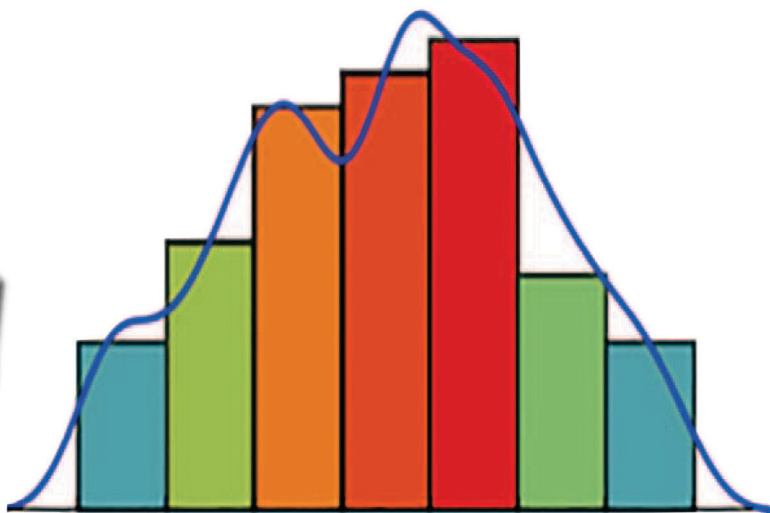




Note de Conjoncture Economique

N°63, Juillet 2026

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU MINISTERE DES FINANCES



1^{er} Trimestre 2026

MINISTERE DES FINANCES
.....
SECRETARIAT GENERAL
.....
DIVISION DE LA PREVISION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
.....

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE
DU PREMIER TRIMESTRE 2026

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
VUE D'ENSEMBLE	6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	9
SECTEUR REEL	16
SECTEUR EXTERIEUR	24
FINANCES PUBLIQUES	33
SITUATION MONETAIRE	39
INFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES	42
COMITE DE REDACTION	45

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BEAC : Banque des Etats de l’Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale

CSPH : Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures

DGD : Direction Générale des Douanes

DP : Division de la Prévision

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FMI : Fonds Monétaire International

IS : Impôts sur les Sociétés

LB : Livre anglaise

MINFI : Ministère des Finances

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

PIB : Produit Intérieur Brut

PNG : Position Nette du Gouvernement

PNT : Position Nette du Trésor

SNH : Société Nationale des Hydrocarbures

TSPP : Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

Au premier trimestre 2026, l'environnement économique international est marqué par le déclenchement du conflit au Moyen-Orient. Ses répercussions ont davantage affecté les marchés des matières premières, ravivé les tensions inflationnistes et accru les incertitudes sur les perspectives de croissance mondiale.

Dans le groupe des économies avancées, selon l'OCDE, la croissance économique s'est accélérée au premier trimestre 2026, s'établissant à 0,4% après 0,2% au trimestre précédent. Cette accélération est observée aux États-Unis (+0,5% au premier trimestre 2026 après +0,1% au quatrième trimestre 2025), au Royaume-Uni (+0,6% après +0,2%), et au Japon (+0,5% après +0,2%). En revanche, dans la zone euro, la croissance a ralenti (+0,1% après 0,2%). Dans le groupe des pays émergents et en développement, la croissance s'est accélérée en Chine (+1,3% après +1,2%). Par contre, elle a ralenti en Inde (+1,8% après +1,9%) et en Afrique du Sud (+0,4% après +0,5%). Et en Arabie saoudite, la croissance s'est contractée (-1,2% après +1,3%).

Sur l'ensemble de l'année 2026, selon les Perspectives de l'économie mondiale du FMI publié en juillet 2026, la croissance mondiale devrait ralentir à 3,0% après 3,5% en 2025, sous l'effet majeur des conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient. Ce ralentissement serait observé dans le groupe des économies avancées (+1,7% après +1,9% en 2025, dans le groupe des économies émergentes et en développement (+3,8% après 4,5%), en Afrique subsaharienne (+4,3% après 4,5%). Et dans la zone CEMAC, selon les prévisions de la BEAC publiées en mai 2026, la croissance économique ralentirait aussi à 3,2% en 2026, après 3,4% en 2025.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale devrait s'établir à 4,7 % en 2026 après 4,1 % en 2025. Cette remontée concernerait aussi les économies avancées (+3,0 % après +2,5 % en 2025), et les économies émergentes et en développement (+5,8 % après +5,2 %). Au sein de la CEMAC et selon la BEAC, l'inflation s'accélérerait, pour s'établir à 2,4 % après 2,1 % en 2025.

Quant aux cours des matières premières, l'indice global des prix des principaux produits d'exportation augmente de 19,1% par rapport au trimestre précédent et de 4,9% en glissement annuel. Plus particulièrement, l'indice des prix augmente pour les produits énergétiques (+24,0%), les produits forestiers (+0,4%, et +5,3% en glissement annuel) et les métaux et minerais (+11,6% et +18,9% en glissement annuel). Par contre l'indice des prix des matières premières agricoles enregistre une régression de 23,7% et 34,3% en glissement annuel.

Secteur réel

Au premier trimestre 2026 et par rapport au trimestre précédent, l'activité économique nationale est marquée par une baisse de 2,3% du chiffre d'affaires global des entreprises. Ce recul est tiré par les baisses de 7,2% du chiffre d'affaires du secteur tertiaire et 3,0% de celui du secteur secondaire. A contrario, le chiffre d'affaires du secteur primaire progresse de 14,3%. Au terme de l'année 2026, la croissance est projetée à 3,5% comme en 2025.

Prix

Les prix à la consommation finale des ménages baissent de 0,5% par rapport au quatrième trimestre 2025. Ce recul est principalement lié à la diminution de 1,7% du niveau des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées ». Les autres prix des fonctions de consommation étant restés quasi stables. Sur l'ensemble de l'année, l'inflation est estimée à 4,0%, tenant compte des effets de la crise au Moyen-Orient.

Secteur extérieur

Au premier trimestre 2026, le solde du compte courant de la balance des paiements enregistre un déficit de 536,2 milliards contre un excédent de 263,2 milliards au premier trimestre 2025. Cette détérioration est consécutive à la dégradation des soldes de la balance des biens (-799,4 milliards), de la balance des services (-72,7 milliards) et de la balance des revenus secondaires (-30,1 milliards). Par contre, le déficit de la balance des revenus primaires se réduit de 20,0 milliards.

S'agissant des financements extérieurs, ils se caractérisent par des entrées nettes de 1 020,6 milliards, contre des sorties nettes de 224,1 milliards au premier trimestre 2025. Cette évolution résulte principalement de la hausse des tirages nets de l'administration (+490,6 milliards) et de la baisse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales (-85,6 milliards contre -339,4 milliards). Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du premier trimestre 2026 enregistre ainsi excédent de 490,8 milliards contre 47,5 milliards au premier trimestre 2025.

Concernant spécifiquement le commerce extérieur, le déficit de la balance commerciale s'établit à 619,7 milliards au premier trimestre 2026. Il se réduit de 50,8 milliards par rapport au trimestre précédent mais se détériore de 605,8 milliards en glissement annuel. Hors hydrocarbures, le déficit se situe à 565,7 milliards, en réduction de 109,4 milliards par rapport au trimestre précédent, et en aggravation de 395,9 milliards en glissement annuel.

Finances publiques

Les ressources budgétaires totales mobilisées au cours du premier trimestre 2026 se chiffrent à 1 283,8 milliards et sont en baisse de 214,0 milliards (-14,3%) par rapport au premier trimestre 2025. Elles sont constituées de 1 193,9 milliards de recettes budgétaires internes (en diminution de 1,1%) et de 89,8 milliards d'emprunts et dons (-69,1%).

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancement se chiffrent à 1 460,6 milliards, en diminution de 202,5 milliards (-12,2%). Cette diminution s'observe sur les dépenses courantes (-125,7 milliards) et les dépenses d'investissement (-131,9 milliards). Par contre, le service effectif de la dette publique est en hausse de 31,2 milliards pour s'établir à 747,5 milliards. Il comprend 225,8 milliards de service de la dette extérieure et 521,7 milliards de service de la dette intérieure.

Situation monétaire

A fin mars 2026, et par rapport à fin décembre 2025, les avoirs extérieurs nets augmentent de 2,6% pour s'établir à 3 970,7 milliards. Le crédit intérieur se chiffre à 8 770,4 milliards, en baisse de 2,8%. Représentant ces évolutions, la masse monétaire (M2) croît de 0,8% pour s'établir à 10 434,8 milliards. Elle est composée, comme au trimestre précédent, de 21,5% de monnaie fiduciaire, 48,7% de monnaie scripturale et 29,8% de quasi-monnaie. En glissement annuel, la masse monétaire progresse de 10,2,8%, résultante d'une hausse de 24,3% des avoirs extérieurs nets et de 13,6% des crédits à l'économie ; et d'une baisse de 7,7% des créances nettes sur l'Etat.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Au premier trimestre 2026, l'environnement économique international a été marqué par le déclenchement du conflit au Moyen-Orient. Ses répercussions ont davantage affecté les marchés des matières premières, ravivé les tensions inflationnistes et accru les incertitudes sur les perspectives de croissance mondiale.

Dans le groupe des économies avancées, et selon l'OCDE, la croissance s'accélère au premier trimestre 2026, s'établissant à 0,4% après 0,2% au trimestre précédent. Cette amélioration masque toutefois des disparités.

L'on enregistre une accélération de la croissance : (i) aux États-Unis (+0,5% après +0,1% au quatrième trimestre 2025), soutenue par le rebond de la consommation publique, la progression des exportations et le dynamisme de l'investissement ; (ii) au Royaume-Uni (+0,6% après 0,2%), tirée notamment par la hausse de la consommation des ménages et des administrations publiques et ; (iii) au Japon (+0,5% après +0,2%). Par ailleurs, l'activité retrouve une trajectoire positive au Canada, avec une croissance de 0,4% après -0,2% au trimestre précédent.

A l'inverse, dans la zone euro, la croissance ralentit à 0,1% après 0,2%, avec le tassement de l'activité dans plusieurs grandes économies de la zone. En France, la croissance s'est établie à 0,0% après +0,2%, du fait du recul de la consommation des ménages, de l'investissement et des exportations. En Italie, elle décélère à 0,2% après 0,3%, en raison d'un affaiblissement de la demande intérieure. De même, en Espagne, la croissance décélère à 0,6% après 0,8%. Toutefois, la croissance s'accélère en Allemagne à 0,3% après 0,2% au trimestre précédent.

Dans le groupe des pays émergents et en développement, l'activité économique évolue de manière contrastée. En Chine, la croissance s'est accélérée, atteignant 1,3% après 1,2% au trimestre précédent, soutenue par le dynamisme de la demande intérieure. Par contre, elle ralentit en Inde (+1,8% après +1,9%), en Afrique du Sud (+0,4% après +0,5%) et en Türkiye (+0,1 % après +0,4 %). En Arabie saoudite, le PIB se contracte de 1,2% au premier trimestre 2026, après une progression de 1,3% au trimestre précédent, sous l'effet du recul des activités pétrolières.

Sur l'ensemble de l'année 2026, selon les **Perspectives de l'économie mondiale** du FMI publié en juillet 2026, la croissance mondiale devrait ralentir à 3,0% après 3,5% en 2025, sous l'effet majeur des conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient.

Dans le groupe des **économies avancées**, la croissance devrait s'établir à 1,7% après 1,9% en 2025. Aux États-Unis, l'activité devrait progresser de 2,3% après 2,1% en 2025, soutenue par une politique budgétaire expansionniste, des conditions financières favorables, la poursuite des investissements des entreprises, notamment dans les nouvelles technologies, ainsi que par le maintien de gains élevés de productivité. En outre, les effets de la guerre au Moyen-Orient y demeureront relativement limités, compte tenu du statut d'exportateur net d'énergie du pays.

A l'inverse, la croissance devrait ralentir dans la plupart des autres économies avancées. Dans la zone euro, elle s'établirait à 0,9% après 1,4% en 2025, en raison notamment de la hausse des prix de l'énergie, qui pèserait sur la consommation et les coûts de production. Au Royaume-Uni, la croissance reculerait à 1,0% après 1,4% un an plus tôt. Au Japon, elle devrait décélérer à 0,6% après 1,1% en 2025, sous l'effet du renchérissement des produits énergétiques. Au Canada, la croissance ralentirait à 1,1% après 1,9% en 2025, dans un contexte marqué par la faiblesse de l'investissement et la persistance des incertitudes entourant les échanges commerciaux.

Dans le groupe des **économies émergentes et en développement**, la croissance devrait ralentir à 3,8% en 2026 après 4,5% en 2025. Cette évolution est contrastée d'un pays à l'autre.

En Chine, la croissance devrait décélérer à 4,6% après 5,0% en 2025, sous l'effet combiné de la hausse des cours internationaux du pétrole et de la persistance des incertitudes entourant les échanges commerciaux. En Inde, elle s'établirait à 6,4% après 7,7% en 2025, soutenue par le dynamisme de la consommation privée et du secteur des services. En Russie, la croissance devrait se maintenir à 1,1%, comme en 2025, grâce notamment à la progression des recettes d'exportation, favorisée par la hausse des prix des matières premières.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait se situer à 4,3% après 4,5% en 2025. Toutefois, ce chiffre masque des écarts importants entre les pays, reflétant les différences en matière de marge de manœuvre des pouvoirs publics, de mise en œuvre des réformes et d'exposition aux chocs extérieurs. Les pays importateurs de pétrole et pauvres en ressources naturelles sont davantage touchés par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, tandis que les grandes économies continuent de bénéficier des efforts de stabilisation et de réforme menés précédemment. Au Nigéria, la croissance devrait légèrement s'accélérer, passant de 4,0% en 2025 à 4,1% en 2026, à la faveur d'une plus grande stabilité macroéconomique et de l'amélioration des termes de l'échange. En Afrique du Sud, l'activité demeurerait stable à 1,1%, comme en 2025, soutenue par le renforcement des politiques économiques et la poursuite des réformes structurelles. Dans la CEMAC, selon les prévisions de la BEAC publiées en mai 2026, la croissance économique ralentirait à 3,2% en 2026, après 3,4% en 2025.

S'agissant des prix, **l'inflation mondiale** devrait s'établir à 4,7 % en 2026 après 4,1 % en 2025, principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Cette remontée des tensions inflationnistes concernerait aussi bien les **économies avancées**, où l'inflation progresserait à 3,0 % après 2,5 % en 2025, que les **économies émergentes et en développement**, où elle atteindrait 5,8 % après 5,2 % un an plus tôt. Dans la **CEMAC**, l'inflation s'accélélerait, pour s'établir à 2,4 % après 2,1 % en 2025, sous l'effet de la progression de l'inflation importée, alimentée par les premières répercussions de la crise énergétique au Moyen-Orient.

Cours des matières premières

Au premier trimestre 2026 et par rapport au trimestre précédent, les cours moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun affichent des évolutions contrastées. Les cours du pétrole brut, du gaz naturel liquéfié, des bananes, du caoutchouc brut, des bois sciés et de l'aluminium sont en hausse, tandis que ceux des

bois bruts, du cacao brut en fèves, du café, et du plomb brut connaissent une baisse. Dans ce contexte, l'indice global des prix des principaux produits d'exportation augmente de 19,1% par rapport au trimestre précédent et de 4,9% en glissement annuel.

Produits énergétiques

Au premier trimestre 2026, l'indice des prix des produits énergétiques augmente de 24,0%, en lien avec la hausse simultanée des cours de pétrole brut et du gaz naturel liquéfié. En effet, les cours du **pétrole brut** enregistrent une hausse de 23,3% par rapport au trimestre précédent pour s'établir en moyenne à 77,7 dollars le baril. Cette évolution s'explique principalement par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui ont perturbé le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, point par lequel transite près de 20% des exportations mondiales de pétrole, entraînant une réduction de l'offre sur le marché international et une pression à la hausse sur les prix. En glissement annuel, les cours du pétrole brut enregistrent une augmentation de 2,5%. Selon les prévisions de la Banque mondiale¹, cette tendance haussière devrait se poursuivre sur l'ensemble de l'année 2026, avec une progression moyenne attendue de 24,6% des cours du pétrole.

Dans le même temps, les cours du **Gaz Naturel Liquéfié (GNL)** enregistrent une hausse de 32,0%, atteignant 13,6 dollars par million de BTU en moyenne. Cette forte hausse s'explique également par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. En glissement annuel, les cours du GNL enregistrent une baisse de 5,6%. La Banque mondiale prévoit une hausse moyenne du prix de 33,3% sur l'ensemble de l'année 2026.

Produits non énergétiques

Produits agricoles

Au premier trimestre 2026, l'indice des prix des matières premières agricoles enregistre une régression de 23,7% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est tirée par le recul des cours du cacao brut en fèves et du café, atténuée par la hausse des cours du caoutchouc brut et des bananes. En glissement annuel, l'indice affiche une baisse de 34,3%, principalement du fait de la baisse des prix du cacao.

S'agissant du **cacao brut en fèves**, les cours s'établissent à 3,9 dollars le kilogramme, en baisse de 33,9% par rapport au trimestre précédent et de 59,8% en glissement annuel. Ces évolutions résultent d'une augmentation de l'offre mondiale, favorisée par de meilleures conditions de production en Afrique de l'Ouest, conjuguée à un ralentissement de la demande mondiale. Selon les prévisions de la Banque mondiale, une baisse de 51,3% est attendue en 2026.

Les cours du **coton brut** s'établissent à 1,66 dollar le kilogramme, tout comme au trimestre précédent. En glissement annuel, ils enregistrent un repli de 3,5%, sous l'effet d'une hausse de l'offre mondiale. La Banque mondiale anticipe une baisse des cours, de l'ordre de 3,5%, sur l'ensemble de l'année 2026.

Les cours du **caoutchouc brut** progressent de 11,8% au premier trimestre 2026 pour atteindre 1,9 dollar le kilogramme. Cette hausse s'explique par le renforcement de la demande mondiale, notamment en provenance de l'industrie pneumatique,

¹ Prévision du mois d'avril 2026

conjugué à une contraction de l'offre en Asie du Sud-Est. En glissement annuel, les cours du caoutchouc brut enregistrent une baisse de 5,0%. Les estimations de la Banque mondiale tablent sur une hausse moyenne de 7,3% sur l'ensemble de l'année.

Les cours des **bananes** s'établissent à 1,2 dollar le kilogramme, en hausse de 9,1% par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une réduction drastique de l'offre causée par la maladie bactérienne Moko en Équateur, premier exportateur mondial de bananes. La Banque mondiale prévoit une stabilité des prix d'ici la fin d'année 2026 par rapport à 2025.

Les cours des **cafés** sont en baisse. **Les cours de l'arabica** s'établissent à 7,0 dollars le kilogramme, en baisse de 18,6% par rapport au trimestre précédent, tandis que ceux **du robusta** diminuent de 13,0% pour atteindre 4,0 dollars le kilogramme. Ces évolutions s'expliquent principalement par la hausse de l'offre mondiale, liée à l'amélioration des conditions météorologiques dans les principaux pays producteurs. En glissement annuel, les cours du café arabica diminuent de 15,7%, tandis que ceux du robusta baissent de 29,8%. D'après les prévisions de la Banque mondiale, une baisse des prix est anticipée sur l'ensemble de l'année 2026, estimée à 14,4% pour l'arabica et à 17,7% pour le robusta.

Produits forestiers

Au premier trimestre 2026, l'indice des prix des produits forestiers augmente de 0,4%, en lien avec la hausse des cours des bois sciés, atténuée par la baisse des cours des bois bruts. En glissement annuel, l'indice des prix des produits forestiers enregistre une hausse de 5,3%.

Plus précisément, les cours des bois sciés progressent de 1,5%, pour s'établir à 734,8 dollars le mètre cube et ceux des bois bruts baissent de 10,6%, pour s'établir à 174,7 dollars le mètre cube. En glissement annuel, les cours des bois bruts enregistrent une baisse de 12,3% tandis que ceux des bois sciés augmentent de 7,0%. Cette évolution s'explique principalement par le ralentissement de la demande internationale en grumes, notamment en Chine, tandis que la demande en produits transformés demeure relativement soutenue. La Banque mondiale prévoit ainsi une hausse des cours de 1,2% pour le bois brut et de 0,9% pour les bois sciés, sur l'ensemble de l'année 2026.

Métaux et minerais

Au premier trimestre 2026, l'indice des prix des principaux métaux et minerais exportés par le Cameroun progresse de 11,6% par rapport au trimestre précédent et affiche une hausse de 18,9% en glissement annuel.

Les cours de **l'aluminium brut** progressent de 13,0%, pour s'établir à 3 193,8 dollars la tonne, sous l'effet des inquiétudes liées à l'approvisionnement mondial, du fait des restrictions sur les exportations russes et de la diminution des stocks mondiaux. En glissement annuel, les cours de l'aluminium enregistrent une progression de 21,6%. Selon les prévisions de la Banque mondiale, cette dynamique devrait se poursuivre sur l'ensemble de l'année 2026 avec une augmentation moyenne de 21,6%.

S'agissant **du plomb**, les cours s'établissent à 1 929,6 dollars la tonne, en baisse de 2,0% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les cours diminuent de 2,0% également et devraient baisser en moyenne de 0,6% sur l'ensemble de l'année 2026, d'après les prévisions de la Banque mondiale.

Tableau 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportées

Périodes	1 ^{er} trim. 2025	4 ^{ème} trim. 2025	1 ^{er} trim. 2026	Variations (en %)		Variations annuelle
Libellés	a	b	c	c/a	c/b	2026*/2025
Produits énergétiques*	238,2	195,3	242,2	1,7	24,0	
Pétrole brut (\$/baril)	75,8	63	77,7	2,5	23,3	24,6
Gaz naturel liquéfié (\$/million de BTU)	14,4	10,3	13,6	-5,6	32,0	33,3
Produits non énergétiques*	165,1	175,1	194,3	17,7	11,0	
Produits agricoles*	222,5	191,6	146,1	-34,3	-23,7	
Cacao (\$/kg)	9,7	5,9	3,9	-59,8	-33,9	-51,3
Coton brut (\$/kg)	1,72	1,66	1,66	-3,5	0,0	-3,5
Caoutchouc brut (\$/kg)	2,0	1,7	1,9	-5,0	11,8	7,3
Bananes (\$/kg)	1,2	1,1	1,2	0,0	9,1	0,0
Café (\$/kg)	7,0	6,6	5,5	-21,4	-16,7	-15,6
Dont Café arabica (\$/kg)	8,3	8,6	7,0	-15,7	-18,6	-14,4
Café robusta (\$/kg)	5,7	4,6	4,0	-29,8	-13,0	-17,7
Produits forestiers	96,1	98,2	99,9	4,0	1,7	
Bois sciés (\$/m3)	686,6	724,2	734,8	7,0	1,5	0,9
Bois brut (grumes) (\$/m3)	199,1	195,8	174,7	-12,3	-10,6	1,2
Métaux et minerais*	164,0	174,7	195,0	18,9	11,6	
Aluminium brut (\$/tonne métrique)	2626,8	2827,5	3193,8	21,6	13,0	21,6
Plomb sous forme brute (\$/tonne métrique)	1969,8	1968,7	1929,6	-2,0	-2,0	-0,6
Indice global*	225,9	199,0	237,0	4,9	19,1	

Sources : INSEE, FMI, MINFI *Prévisions Banque mondiale

Taux de change et compétitivité-prix

Au premier trimestre 2026, et par rapport au trimestre précédent, le franc CFA s'apprécie vis-à-vis du dollar américain (-0,6%), du yen japonais (-2,3%), des DTS (-0,1%), de la roupie indienne (-3,2%) et du dirham émirati (-0,7%). En revanche, il se déprécie par rapport à la livre sterling (+0,8%), au yuan chinois (+1,8%), au rouble russe (+1,2%) et au naira (+3,9%). **En glissement annuel**, le franc CFA s'apprécie vis-à-vis de ces devises, à l'exception du rouble par rapport auquel il se déprécie de 6,9%.

Le taux de change effectif réel (TCER) d'un pays est le prix relatif intérieur comparé à la moyenne des prix de ses partenaires commerciaux. Il permet d'établir dans quelle mesure les variations des taux de change, des prix ou des coûts, chez ses différents partenaires commerciaux influencent la compétitivité de l'économie du pays. **Au premier trimestre 2026**, le TCER du Cameroun recule de 1,0% par rapport au trimestre précédent, traduisant un gain de compétitivité-prix. En revanche, **en glissement annuel**, il progresse de 4,6%, reflétant une perte de compétitivité-prix de l'économie camerounaise.

Tableau 2 : Evolution du FCFA par rapport aux principales devises

Périodes	1 ^{er} trim. 2025	4 ^{ème} trim. 2025	1 ^{er} trim. 2026	Variations (en %)	
Libellés	a	b	c	c/a	c/b
Dollar des Etats-Unis	623,8	563,3	560,2	-10,2	-0,6
Yen Japonais	4,1	3,7	3,6	-12,6	-2,3
Livre sterling	785,2	749,3	755,3	-3,8	0,8
Yuan chinois	85,7	79,5	80,9	-5,6	1,8
DTS	817,4	768,1	767	-6,2	-0,1
Rouble Russe	6,7	7,1	7,1	6,9	1,2
Naira	0,41	0,39	0,41	-2,1	5,1
Roupie Indienne	7,2	6,3	6,1	-14,9	-3,2
Dirham Emirats Arabes Unis	169,6	153,6	152,6	-10,2	-0,6
TCER	109,18	115,34	114,18	4,6	-1,0

Sources : Banque de France, FMI

Encadré 1 : Méthodologie de calcul du taux de Change Effectif Réel (TCER) selon le FMI

Le taux de Change Effectif Réel (TCER) est un indicateur de la compétitivité-prix d'une économie par rapport à ses principaux partenaires commerciaux. Il permet d'analyser l'évolution du taux de change d'une monnaie, en tenant compte des différences d'inflation entre le pays considéré et ses partenaires.

La méthodologie adoptée par le Fonds Monétaire International se décline en plusieurs étapes.

1 Calcul du taux de Change Effectif Nominal (TCEN)

Le taux de Change Effectif Nominal (TCEN) est déterminé par la moyenne géométrique pondérée, des taux de change bilatéraux nominaux, établis entre la monnaie du pays en question et celles de ses partenaires commerciaux :

$$TCEN_t = \prod_{i=1}^N (E_{i,t})^{w_i}$$

Ou, sous forme d'indice (année de base 0) :

$$TCEN_t = 100 * \prod_{i=1}^N \left(\frac{E_{i,t}}{E_{i,0}} \right)^{w_i}$$

où $E_{i,t}$ représente le taux de Change nominal bilatéral avec le partenaire commercial i à la période t ; w_i le poids attribué au partenaire commercial i (avec : $\sum_{i=1}^N w_i = 1$) ; N le nombre de partenaires commerciaux ; et $E_{i,0}$ le taux de change bilatéral du partenaire i durant l'année de base.

2 Détermination des pondérations (w_i)

Le FMI utilise une approche de double pondération qui combine le poids des échanges commerciaux directs et le poids de la concurrence sur les marchés tiers, afin d'intégrer la pression concurrentielle exercée par les pays qui exportent vers des marchés similaires.

Le poids global du partenaire i est donné par :

$$w_i = \alpha w_i^D + (1 - \alpha) w_i^T$$

Où w_i^D représente le poids des échanges commerciaux directs avec le partenaire i ; w_i^T le poids reflétant la concurrence avec le partenaire i sur les marchés tiers ; le coefficient de pondération déterminé selon une méthodologie du FMI.

3 Ajustement par les prix relatifs

Le TCEN est ajusté en fonction des écarts d'inflation entre le pays et ses partenaires commerciaux, à l'aide des indices des prix à la consommation (IPC) :

$$TCER = TCEN * \left(\frac{P_{domestique}}{P_{étranger}} \right)$$

Où $P_{domestique}$ désigne l'indice des prix du pays concerné, tandis que $P_{étranger}$ correspond à un indice agrégé des prix des partenaires commerciaux.

4 Normalisation de l'indice

Les séries fournies sont normalisées sur une année de référence, laquelle est actuellement fixée à 2010, qui sert de base avec une valeur de 100.

Interprétation économique

Une hausse du TCER indique une appréciation réelle de la monnaie, ce qui se traduit généralement par **une perte de compétitivité-prix**, car les produits locaux deviennent relativement plus chers par rapport à ceux des partenaires commerciaux. A l'inverse, **une diminution du TCER** suggère une dépréciation réelle de la monnaie, entraînant **un gain de compétitivité-prix**, avec des produits domestiques qui deviennent relativement moins chers sur les marchés internationaux.

SECTEUR REEL

L'enquête de conjoncture du Ministère des Finances au titre du premier trimestre 2026 fait ressortir une régression de 2,3% du chiffre d'affaires global des entreprises par rapport au trimestre précédent. Ce recul est tiré par les baisses de 7,2% du chiffre d'affaires du secteur tertiaire et 3,0% de celui du secteur secondaire. A contrario, le chiffre d'affaires du secteur primaire progresse de 14,3%. Au terme de l'année 2026, la croissance est projetée à 3,5% comme en 2025.

Les prix à la consommation finale des ménages baissent de 0,5% par rapport au quatrième trimestre 2025. Ce recul est principalement lié à la diminution de 1,7% du niveau des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées ». Les autres prix des fonctions de consommation étant restés quasi stables.

Secteur primaire

Au premier trimestre 2026, le secteur connaît une hausse de 14,3% du chiffre d'affaires comparativement au trimestre précédent. Cette évolution s'explique notamment par l'amélioration de la production des agro-industries. La croissance du secteur est estimée à 2,7% en 2026 après 1,7% en 2025.

Dans **l'agriculture industrielle et d'exportation**, les principales spéculations présentent une évolution globalement à la hausse par rapport au quatrième trimestre 2025. Cette évolution est favorisée par la montée en production de plusieurs spéculations pour lesquelles le premier trimestre correspond à la période de grandes récoltes. Elles ont également bénéficié d'un climat favorable. En glissement annuel, les activités de production présentent également des évolutions positives.

La production de **banane d'exportation** recule de 7,1 % par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, la production affiche une baisse de 0,8%. Le repli observé est attribuable aux difficultés climatiques et à la cessation de production de Boh Plantation. En effet, depuis octobre 2025, Boh Plantation a cédé d'une part, sa plantation de Mbonjo dans la région du Littoral et ses équipements agricoles à la société « Plantation du Haut Penja » (PHP), et d'autre part la plantation de Missaka dans le Sud-Ouest à la société « Compagnie des bananes de Mondoni » (CDBM).

La production de **caoutchouc brut** recule de 34,7 % par rapport au trimestre précédent et de 18,1 % en glissement annuel. Ce repli s'explique principalement par une mauvaise météorologie marquée par : (i) les épisodes de fortes pluies qui perturbent les activités de saignée et (ii) par les maladies de l'hévéa qui entraînent une baisse de la production. Au niveau mondial, malgré les cours qui sont sur une tendance haussière, l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (ANRPC) anticipe un déficit mondial de près de 400 000 tonnes en 2026, sous l'effet combiné d'une demande soutenue face à une offre limitée.

La production de **huile de palme brute** a triplé au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, en lien avec le cycle végétatif de la plante pour laquelle le premier trimestre correspond à la période de grande production. En glissement annuel, la production est en hausse de 10,3%. Cette progression s'explique principalement par

l'entrée en production de nouvelles palmeraies, la réhabilitation des anciennes plantations, l'augmentation des capacités de collecte et de transformation ainsi que des conditions climatiques favorables. Depuis le 22 décembre 2025, l'entreprise Opalm a signé avec l'État camerounais une convention d'investissement de 45 milliards de FCFA pour construire cinq usines dans les différents bassins de production. Son programme vise à augmenter les capacités nationales d'environ 108 000 tonnes. En février 2026, Opalm a également repris la plantation et l'usine de la Socapalm de Eséka. L'entreprise prévoit de moderniser cette unité pour porter sa capacité de production d'environ 7 000 à 25 000 tonnes par an.

La production de **coton** a plus que triplé par rapport au trimestre précédent, du fait de la saisonnalité de la production du dont la grande période de la récolte correspondant au premier trimestre. En glissement annuel, la production recule de 5,5%. Cette baisse est cohérente avec les difficultés rencontrées par la filière au cours de la dernière campagne. Il s'agit, entre autres, de la baisse des superficies cultivées qui sont passées de 234 000 hectares en 2024 à 197 000 hectares en 2025 et de la chute du rendement par hectare qui passe de 1 600 à 1 300 kg par hectare, du fait des inondations et de la prolifération des insectes ravageurs. Pour la campagne en cours, la Sodecoton vise une hausse de 100 000 tonnes sur un an, malgré les goulots d'étranglement persistant (inondations, insectes ravageurs et depuis février 2026 la hausse des prix des engrais liée au conflit au Moyen-Orient). Les exportations de coton brut progressent de 3,0 % par rapport au trimestre précédent.

Dans **l'agriculture vivrière**, le premier trimestre 2026 a été marqué par la préparation de la première campagne agricole, dans un contexte de baisse des précipitations dans le grand sud et de hausse des prix d'engrais. Par ailleurs, le Gouvernement à travers l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), a procédé à la mise en place et la diffusion de semences améliorées et certifiées destinées à accroître les rendements.

Concernant la **sylviculture et l'exploitation forestière**, la production de bois grume progresse de 5,7% au premier trimestre 2026 et par rapport au trimestre précédent elle croît de 2,4%, en lien avec la reprise des activités d'abattage de bois, après un quatrième trimestre plus faible du fait des pluies abondantes et un mauvais état des routes.

Tableau 3 : Evolution du taux de croissance dans le secteur secondaire (en %)

Produits	1T2026 /4T2025	1T2026 / 1T2025
Banane	-7,1	-0,8
Caoutchouc	-34,7	-18,1
Coton	+226,2	-5,5
Huile de palme brute	203,0	10,3
Bois grume	5,7	2,4

Source : MINFI/DP

Secteur secondaire

Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires du secteur secondaire recule de 3,0% comparé au trimestre précédent. Cette évolution est imputable notamment à la baisse des ventes des boissons, des huiles raffinées et des produits issus de la transformation du cacao. La croissance du secteur est projetée à 2,1% en 2026. Cette projection est soutenue par la « Production et distribution d'électricité » (+5,7%), les « BTP » (+4,7%), les « Industries agroalimentaires » (+4,2%), les « Autres industries manufacturières » (+3,7%), la « Production et distribution d'eau et assainissement » (+3,2%). Par contre, le recul de l'activité dans la branche « industries extractives » (-15,2%) contribuerait à freiner l'évolution d'ensemble. Les défis liés à la hausse des coûts de l'énergie, au mauvais état des infrastructures routières et à la situation sécuritaire dans les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-nord demeurent les préoccupations des chefs d'entreprises.

Tableau 4 : Evolution du taux de croissance dans le secteur secondaire (en %)

Rubriques	2025	Estimations 2026
Secteur secondaire	2,1	2,1
Industries extractives	-6,3	-15,2
Industries agroalimentaires	3,2	4,2
Autres industries manufacturières	2,2	3,7
Production et distribution d'électricité	3,4	5,7
Production distribution d'eau et assainissement	6,4	3,2
BTP	4,8	4,7

Source : DP/MINFI

Les **industries manufacturières** se décomposent en « industries agroalimentaires » et « autres industries manufacturières ».

Au premier trimestre 2026, la production dans les **industries agroalimentaires** affiche une évolution contrastée. Elle croît dans les « industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (+22,2%) et dans les « industries de transformation du cacao, de café, thé et sucre » (+17,6%). Par contre, elle baisse dans les « industries de boissons » (-0,5%), la « fabrication de produits à base de céréales » (-2,0%), le « travail de grains et fabrication des produits amylacés » (-2,0%) et les « industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche » (-3,7%). La croissance de la valeur ajoutée dans les industries agroalimentaires est projetée à 4,2% en 2026.

Par branche d'activités, on observe les évolutions suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche** », la production de viande baisse de 3,7% au premier trimestre 2026, comparée au trimestre précédent, en lien avec le retour à la normale après la hausse de la demande, liée aux festivités de fin d'année. En glissement annuel, la production recule de 8,4%, du fait entre autres de la dégradation des pâturages et du mauvais état des routes qui allonge la durée des voyages. Au terme de l'année, la production de viande croîtrait de 2,9%.

Dans la branche « **travail de grains et fabrication des produits amylacés** », la production recule de 2,0% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse de 6,0% de la production de farine. En glissement annuel, la production dans la branche progresse de 6,5% attribuable à la mise en service d'une nouvelle usine de production de farine à Kribi. Au terme de l'année, la production augmenterait de 2,9%.

Dans les « **industries du cacao, café, thé et sucre** », la production de la branche croît de 17,6% sur les trois premiers mois de 2026 comparée au trimestre précédent, du fait de l'accroissement de la production de **sucre**, après la reprise des activités le trimestre précédent. En glissement annuel, la production de la branche recule de 13,6%, en lien avec la baisse de 20,4% de la production de sucre du fait des conditions climatiques peu favorables. Au terme de l'année, la production de la branche progresserait de 2,1%.

Les productions de **masse de cacao** et de **beurre de cacao** baissent respectivement de 33,4% et 6,5% au premier trimestre 2026 par rapport au quatrième trimestre 2025. En glissement annuel, la production de masse de cacao baisse de 37,8%, tandis que celle de beurre de cacao progresse de 3,1%, en lien avec les commandes. Les projections de fin d'année tablent sur une baisse de la production de masse de cacao de 24,3% et d'une hausse de celle de beurre de cacao de 11,9%.

La production de **thé** recule de 20,8% par rapport au trimestre précédent, du fait du cycle de production dont les pics sont observés aux 2^{ième} et 4^{ième} trimestres. En glissement annuel, la production est quasi-stable. Elle augmenterait de 0,6% au terme de l'année.

Dans les « **Industries des corps gras et d'aliments pour animaux** », la production augmente de 22,2% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, tirée par la hausse de la production de tourteaux de palmiste (+67,5%), en lien avec la disponibilité des noix de palme. En glissement annuel, la production de la branche croît de 18,5% attribuable à la hausse respective des productions des huiles raffinées (+26,0%) et des aliments pour animaux (+10,4%). La hausse de la production des huiles raffinées est en lien avec la mise en service en juin 2025 par la société SCR Maya, leader de la filière, d'une sixième unité de raffinage d'huile d'une capacité de production de 750 tonnes/jour. Les projections de production de fin d'année 2026 dans la branche, tablent sur une hausse de 4,5% sous l'hypothèse d'une meilleure disponibilité de la matière première.

Dans la branche « **fabrication de produits à base de céréales** », la production des biscuits et des pâtes alimentaires baisse de 2,0% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, elle progresse de 9,8%, en lien avec l'accroissement des commandes. Les projections de fin d'année indiquent une baisse de 8,0%.

La production dans les « **industries de boissons** » baisse de 0,5% au premier trimestre 2026, comparée au quatrième trimestre 2025. En glissement annuel, la production recule de 1,3%, en raison entre autres, de la baisse de l'activité de la SABIC, des difficultés d'approvisionnement et du faible pouvoir d'achats de ménages qui réduisent la demande de bières. Au terme de l'année 2026, la production croîtrait de 6,7%.

Tableau 5 : Taux de croissance de la production par branche d'activité dans l'agroalimentaire (en %)

Libellés	1T26/4T25	1T26/1T25	Estimations 2026/2025
Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche	-3,7	-8,4	2,9
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-2,0	6,5	2,9
Industries du cacao, café, sucre et thé	17,6	-13,6	2,1
Fabrication de produits à base de céréales	-2,0	9,8	-8,0
Industries des corps gras et d'aliments pour animaux	22,2	18,5	4,5
Industries des boissons	-0,5	-1,3	6,7

Source : MINFI/DP

Au premier trimestre 2026 et par rapport au trimestre précédent, la production dans le sous-secteur des « **autres industries manufacturières** » est dynamique. Toutes les branches enregistrent une hausse de la production à l'exception de la branche « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » où la production recule de 13,8%. En glissement annuel, la production du sous-secteur est contrastée. Au terme de l'année 2026, la production est projetée en hausse dans toutes les branches d'activités. La croissance dans les « autres industries manufacturières » est projetée à 3,7%. Par branche, les évolutions sont les suivantes :

Dans les « **industries du bois sauf fabrication des meubles** », la production enregistre une hausse de 4,6% au premier trimestre 2026 comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, la production croît de 26,6%, en lien avec la reprise des commandes. Sur l'ensemble de l'année 2026, la production augmenterait de 6,1%.

Dans la branche « **fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie** », la production augmente de 9,3% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la reprise des commandes et la disponibilité de la matière première. En glissement annuel, elle baisse de 7,8%. Au terme de l'année 2026, la production croîtrait de 0,5%.

Pour ce qui est de la branche « **industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production progresse de 1,3% au premier trimestre 2026 comparée au trimestre précédent, tirée par la hausse de la production de savons (+3,9%) et des gaz médicaux (+15,3%). La production de gaz naturel recule de 6,1%, en lien avec la baisse de la pression dans les puits. En glissement annuel, la production dans la branche progresse de 21,6%. Sur l'ensemble de l'année 2026, l'activité dans la branche progresserait de 32,1% par rapport à 2025, en lien avec la hausse de la demande intérieure notamment les commandes de la société CAMWATER pour la fourniture des produits chimiques de traitement et le projet d'une usine d'engrais à Limbé.

S'agissant de la branche « **production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** », la production recule de 4,0% au premier trimestre 2026 par rapport au quatrième trimestre 2025, en lien avec des pannes enregistrées sur certaines lignes de production et des équipements de la société HEVECAM, principal opérateur de la filière. En glissement annuel, la production augmente de 4,0%, en lien avec la hausse

des commandes des sachets plastiques et des préformes. Au terme de l'année 2026, l'activité progresserait de 1,1%.

Pour ce qui est de la branche « **fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** », la production croît de 22,0% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse des commandes de ciments et des produits en verres. En glissement annuel, elle baisse de 6,9%, du fait de la contreperformance enregistrée notamment dans la production de ciment (-7,4%). Les projections de fin d'année tablent sur une hausse de la production de la branche de 1,0%.

Les activités dans la branche « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » enregistrent une baisse de 13,8% de la production au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, en lien avec le recul de l'activité à Alucam. La production des lingots et des plaques d'aluminium recule de 32,8%, du fait de la baisse des capacités de production. En glissement annuel, la production dans la branche diminue de 17,1%. Elle est projetée en hausse de 5,4% au terme de l'année 2026, en lien avec l'exploitation des nouvelles mines et une forte demande intérieure pour les infrastructures.

Tableau 6 : Croissance de la production dans les « autres industries manufacturières » (en %)

Libellés	1 ^{er} T.26/4 ^e T.25	1 ^{er} T26/1 ^{er} T25	Proj. 2026
Industries du bois sauf fabrication des meubles	4,6	26,6	6,1
Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie	9,3	-7,8	0,5
Industries chimiques et fabrication de produits chimiques	1,3	21,6	32,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et matières plastiques	-4,0	4,0	1,1
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	22,0	-6,9	1,0
Fabrication de produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	-13,8	-17,1	5,4
Fabrication de meubles, activités manufacturières diverses et récupération	28,6	0,7	12,3

Source : MINFI/DP

Dans la « **Production et la distribution d'électricité** », la production d'électricité baisse de 2,2% au premier trimestre 2026 comparée au quatrième trimestre 2025, en lien avec la baisse du débit dans les barrages. En glissement annuel, la production d'électricité progresse de 1,5%. Elle croîtrait de 8,2% au terme de l'année. La croissance de la branche est estimée à 5,7% en 2026.

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité recule de 6,8% au premier trimestre 2026 comparée au trimestre précédent. En glissement annuel, elle est stable. Au terme de 2026, la croissance de la branche est projetée à 3,2%.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre au premier trimestre 2026, une baisse de 7,2% de son chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent, en lien avec le recul des activités de commerce après les festivités de fin d'année. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 15,2%. Cette évolution est attribuable à la bonne tenue de

l'activité dans les branches « Commerce et réparations » (+13,8%), « Information et télécommunications » (+26,1%), « transport et entreposage » (+2,3%) et « Hôtellerie et restauration » (+3,3%). La croissance du secteur tertiaire est estimée à 4,4% en 2026 après 4,6% en 2025. Par branches d'activités, on relève les évolutions ci-après :

Dans le sous-secteur « **Information et télécommunications** », le chiffre d'affaires progresse de 0,9% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent et le nombre d'abonnés augmente de 1,6%. Par rapport à la même période de 2025, le chiffre d'affaires augmente de 26,1%, en lien entre autres avec le maintien des activités de marketing, la multiplication des offres promotionnelles, l'amélioration de la couverture réseau, ainsi que l'utilisation des services internet et Mobile Money. Au terme de l'année, les projections des chefs d'entreprises tablent sur une progression de 8,7% du chiffre d'affaires. La croissance du sous-secteur est projetée à 4,6% en 2026.

Le chiffre d'affaires du sous-secteur « **Hôtellerie et restauration** » recule de 11,6% au premier trimestre 2026 par rapport au quatrième trimestre 2025, imputable à la baisse des activités après les périodes de fêtes de fin d'année. Le nombre de nuitées et le taux d'occupations des chambres diminuent respectivement de 6,4% et de 5,7%. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 3,3% et est projeté en hausse de 0,7% au terme de l'année 2026. La croissance du sous-secteur est estimée à 6,3% en 2026.

Le chiffre d'affaires de « **Commerce et réparations** » recule de 11,2% au premier trimestre 2026 par rapport au quatrième trimestre 2025, du fait de la baisse des ventes. Par rapport à la même période de 2025, le chiffre d'affaires progresse de 13,8%. Sur l'ensemble de l'année 2026, le chiffre d'affaires régresserait de 0,9%. Le mauvais état des routes continue de peser sur la distribution.

Dans le sous-secteur « **Transport et entreposage** », le chiffre d'affaires croît de 1,8% au premier trimestre 2026 par rapport au quatrième trimestre 2025. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 2,3%. Les projections de fin d'année tablent sur une hausse de 2,0% du chiffre d'affaires.

Par type de transport, les évolutions sont les suivantes :

Dans le *transport maritime*, le chiffre d'affaires du Port Autonome de Douala (PAD) progresse de 23,5% par rapport au quatrième trimestre 2025, en lien avec la hausse des recettes sur les services d'infrastructure combinée au paiement de la redevance domaniale qui se fait en début d'année. Le trafic global au PAD baisse de 2,9% au premier trimestre 2026 comparé au trimestre précédent, en lien avec la baisse de 8,3% du tonnage des marchandises à l'importation. Le tonnage des marchandises à l'exportation progresse de 17,6 %. Le nombre de navires qui accostent au PAD est de 279 contre 292 enregistrés au trimestre précédent. En glissement annuel, le chiffre d'affaires du PAD progresse de 2,8%. Le trafic global progresse de 5,6% tiré par la hausse de 7,3% du tonnage des marchandises à l'importation. Le tonnage des marchandises à l'exportation baisse de 1,4%. Sur l'ensemble de l'année 2026, le chiffre d'affaires du PAD resterait quasi-stable à 0,3%.

Dans le *transport ferroviaire*, le chiffre d'affaires recule de 6,0% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, en lien avec les baisses de 14,5%

du trafic voyageur et de 10,1% du tonnage des marchandises transportées. Il recule de 5,4% en glissement annuel, en lien avec les baisses de 10,1% du trafic voyageur et de 11,0% du tonnage des marchandises transportées. Au terme de l'année 2026, le chiffre d'affaires régresserait de 2,2%.

Dans le **transport aérien**, le chiffre d'affaires de la société nationale CAMAIR CO progresse de 13,8% au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 18,5%, en lien avec la reprise de vols internationaux notamment vers l'Arabie Saoudite. Le chiffre d'affaires est projeté en hausse de 1,3% sur l'ensemble de l'année 2026.

Quant au **transport par oléoduc**, le chiffre d'affaires reste stable par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 7,6%. Au terme de l'année 2026, le chiffre d'affaires serait quasi stable (+0,1%).

SECTEUR EXTERIEUR

Balance des paiements : Aggravation du solde du compte courant au premier trimestre 2026

Compte des transactions courantes

Au premier trimestre 2026, le déficit du compte courant s'aggrave et s'établit à **536,2 milliards**, contre **392,3 milliards** au trimestre précédent. Cette situation résulte principalement de l'aggravation du déficit des services, des revenus primaires et de la baisse de l'excédent des revenus secondaires.

Le solde des biens enregistre une réduction du déficit pour se situer à 366,0 milliards après 387,2 milliards, en raison d'une réduction des importations fob (-259,4 milliards) plus forte que celle des exportations fob (-238,2 milliards). La réduction des exportations résulte principalement de celle des ventes de cacao brut en fèves (-103,9 milliards), des huiles brutes de pétrole (-25,6 milliards) et de gaz naturel liquéfié (-23,7 milliards). La diminution des importations est en lien avec les achats d'appareils d'optique et de photographie (-122,4 milliards), de riz (-47,2 milliards), d'appareils pour la téléphonie (-19,5 milliards), de poissons de mer congelés (-14,8 milliards).

Le déficit des services se détériore de 80,5 milliards et se situe à 154,7 milliards, en lien notamment avec l'augmentation des dépenses du poste « transport », la baisse des recettes de « voyages » et la hausse des dépenses du poste « autres services ». Le déficit des revenus primaires s'aggrave de 38,4 milliards et se situe à 138,7 milliards, du fait de la hausse du paiement des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires recule de 46,2 milliards et s'établit à 123,1 milliards.

Tableau 7 : Balance des paiements (en milliards)

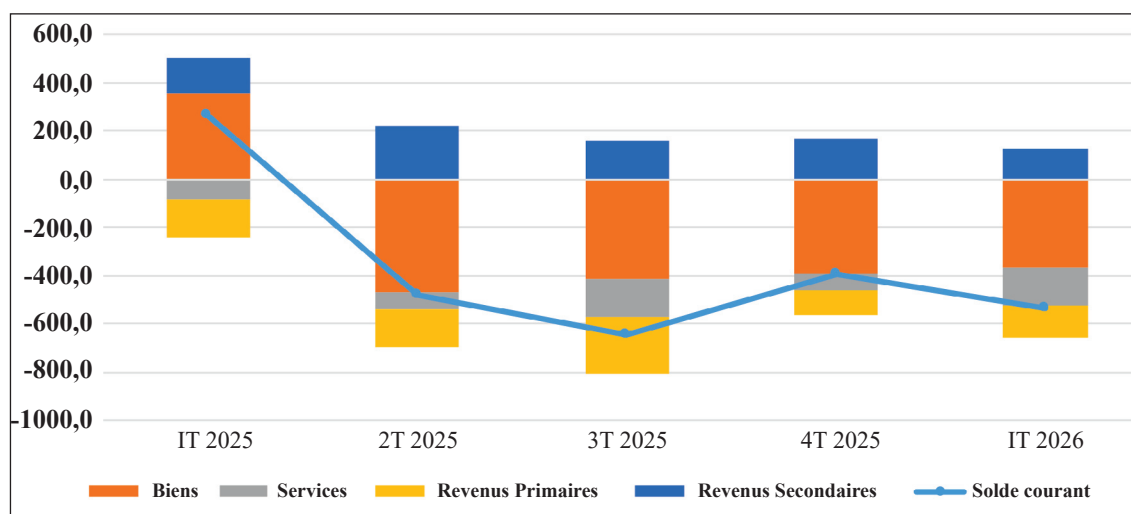
LIBELLES	1 ^{er} trim. 2025 (a)	4 ^{ème} trim. 2025 (b)	1 ^{er} trim. 2026* (c)	Variations	
				(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT	263,2	-392,3	-536,2	-143,9	-799,4
1- Balance des biens	350,5	-387,2	-366,0	21,1	-716,6
2- Balance des services	-82,0	-74,1	-154,7	-80,5	-72,7
3- Balance des revenus primaires	-158,6	-100,3	-138,7	-38,4	20,0
4- Balance des revenus secondaires	153,3	169,3	123,1	-46,2	-30,1
II- FINANCEMENTS EXTERIEURS	-224,1	539,6	1020,6	481,0	1244,7
1- Secteur privé non bancaire	183,9	363,8	684,4	320,7	500,6
Investissements Directs Etrangers (IDE)	111,6	122,9	123,7	0,8	12,1
Investissements de portefeuille et Produits financiers dérivés	-3,7	-0,6	-2,6	-2,0	1,1
Tirages nets (Hors IDE et IPF)	76,0	241,4	563,3	321,9	487,3
2- Administration Publique	-68,5	353,9	422,0	68,2	490,6
Dons projets (y compris C2D)	12,2	0,1	36,4	36,3	24,2
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	-80,7	353,8	385,6	31,9	466,4
3-Banques créatrices de monnaie	-339,4	-178,0	-85,8	92,2	253,6
III- ERREURS ET OMISSIONS	8,3	-0,9	6,4	7,3	-1,9
IV- SOLDE GLOBAL	47,5	-489,1	490,8	979,8	443,3
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-10 222,7	-11 556,1	-11 925,1	-369,1	-1 702,4

Source : MINFI/DP *Provisaires

En glissement annuel, le solde du compte courant se détériore, passant d'un excédent de 263,2 milliards au premier trimestre 2025, à un déficit de 536,2 milliards au premier trimestre 2026. Cette détérioration est consécutive à la dégradation du solde des biens, au déficit des services ainsi qu'à la diminution des revenus secondaires.

La détérioration du solde des biens résulte de la baisse des exportations fob (-648,5 milliards) et de la hausse des importations fob (+68,1 milliards). La baisse des exportations s'observe principalement sur le cacao brut en fèves (-399,3 milliards), les huiles brutes de pétrole (-59,6 milliards), le gaz naturel liquéfié (-62,2 milliards) et les bois et ouvrages en bois (-4,2 milliards). Le déficit des services s'aggrave de 72,7 milliards, en lien notamment avec la hausse des dépenses de fret, de transport de passagers et la baisse des recettes de voyage. Le déficit des revenus primaires se réduit de 20,0 milliards, du fait principalement de la baisse des dividendes versés aux investisseurs étrangers ainsi que du paiement des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires diminue de 30,1 milliards.

Graphique 1 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI

Financements extérieurs

Au premier trimestre 2026, les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 1 020,6 milliards, après 539,6 milliards enregistrées au trimestre précédent. Le secteur privé non bancaire enregistre des entrées nettes de 684,4 milliards après 363,8 milliards, constituées essentiellement des flux d'investissements directs étrangers (+123,7 milliards) et des tirages nets (+563,3 milliards). De même, le secteur public enregistre des entrées nettes de 422,0 milliards après 353,9 milliards le trimestre précédent. Par contre, le secteur bancaire enregistre des sorties nettes de 85,8 milliards après 178,0 milliards.

En glissement annuel, les financements extérieurs nets augmentent de 1 244,7 milliards. Cette évolution résulte principalement de la hausse des tirages nets de l'administration et de la baisse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales de 253,6 milliards.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du premier trimestre 2026 est excédentaire de 490,8 milliards contre un déficit de 489,1 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une hausse des financements extérieurs plus importante que la détérioration du déficit du compte courant. En glissement annuel, l'excédent du solde global s'améliore de 443,3 milliards.

Tableau 8 : Balance des paiements 1T2025, 4T2025 et 1T2026 (En milliards)

LIBELLES	1 ^{er} trim. 2025 (a)	4 ^{ème} trim. 2025 (b)	1 ^{er} trim. 2026* (c)	Variations	
				(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	263,2	-392,3	-536,3	-144,0	-799,5
SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)	226,7	-409,9	-537,9	-128,0	-764,6
1- Balance des biens	350,5	-387,2	-366,0	21,1	-716,6
Exportations des biens FOB	1411,7	1001,4	763,2	-238,2	-648,5
dont Exportations douanières FOB	1133,1	794,0	606,9	-187,1	-526,3
Importations des biens FOB	-1061,1	-1388,6	-1129,2	259,4	-68,1
dont Importations douanières CAF	-1147,0	-1464,4	-1226,5	237,9	-79,5
2- Balance des services	-82,0	-74,1	-154,7	-80,5	-72,7
Transports	-71,6	-38,9	-89,9	-51,0	-18,3
Assurances	-9,2	-16,8	-14,3	2,5	-5,1
Voyages	2,2	0,9	-6,1	-7,0	-8,3
Autres services	-3,3	-19,3	-44,4	-25,0	-41,0
Dont Assistance technique et services divers	-26,8	-11,9	-24,5	-12,6	2,3
3- Balance des revenus primaires	-158,6	-100,3	-138,7	-38,4	20,0
Recettes	26,8	44,2	29,5	-14,7	2,6
Dépenses	-185,5	-144,5	-168,1	-23,6	17,4
Rémunération des salariés	-5,2	-6,1	-8,0	-1,9	-2,8
Investissements directs	-97,1	-94,2	-92,5	1,7	4,6
Investissements de portefeuille	-11,9	-3,1	-0,2	2,8	11,6
Autres investissements	-71,3	-41,1	-67,3	-26,3	4,0
<i>Dont intérêt sur la dette Publique Extérieur</i>	-70,9	-40,3	-65,6	-25,3	5,3
4- Balance des revenus secondaires	153,3	169,3	123,1	-46,2	-30,1
II- COMPTE DE CAPITAL & D'OPERATIONS FIN.	-236,3	539,5	1020,6	481,1	1256,9
1- Compte de Capital	23,5	3,4	40,3	36,8	16,7
Administrations publiques	12,2	0,1	36,4	36,3	24,2
Autres secteurs	11,3	3,3	3,8	0,5	-7,5
2- Compte d'opérations financières	-259,8	536,1	980,4	444,3	1240,1
Investissements Directs	111,6	122,9	123,7	0,8	12,1

LIBELLES	1 ^{er} trim. 2025 (a)	4 ^{ème} trim. 2025 (b)	1 ^{er} trim. 2026* (c)	Variations	
				(c)-(b)	(c)-(a)
Sortant	-2,5	14,9	0,0	-14,9	2,5
Investissements de portefeuille	-108,8	73,6	-256,9	-330,5	-148,1
Engagements (baisse -)	0,0	10,4	-2,8	-13,2	-2,8
Autres Investissements	-262,6	339,6	1113,6	774,0	1376,2
Administrations publiques	-92,9	353,7	385,6	32,0	478,6
dont Engagements	-80,7	353,8	385,6	31,9	466,4
- Tirages	201,9	492,5	589,0	96,5	387,2
- Amortissements	-282,6	-138,7	-203,4	-64,7	79,2
Banques et Institutions financières	-234,2	-252,4	168,6	421,0	402,8
Avoirs (baisse +)	-66,9	-81,2	-50,8	30,4	16,1
- Dépôts	-37,2	-17,0	-209,0	-192,1	-171,9
- Autres avoirs	-29,7	-64,2	158,2	222,4	187,9
Engagements (baisse -)	-167,2	-171,2	219,4	390,6	386,7
-Dépôts	-152,8	-155,0	151,0	306,0	303,8
-Autres Engagements	-14,5	-16,2	68,4	84,6	82,9
Privé non bancaire	64,5	238,3	559,4	321,1	494,8
Avoirs (baisse +)	-23,6	66,2	124,1	57,9	147,7
III- ERREURS ET OMISSIONS	8,3	-0,9	6,4	7,3	-1,9
IV- SOLDE GLOBAL	35,2	146,3	490,7	344,4	455,5
V- FINANCEMENT	-35,2	-146,3	-490,7	-344,4	-455,5
VI-POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-10 222,7	-11 556,1	-11 925,1	-369,1	-1702,4

Source : MINFI/DP *Provisoires

Position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est la synthèse statistique des « **Avoirs** » ou (Créances) et des « **Engagements** » ou (Dettes) entre résidents et non-résidents à un moment précis dans le temps, généralement à la fin d'un trimestre ou d'une année.

A fin mars 2026, la PEG demeure débitrice de 11 925,1 milliards (33,2% du PIB) contre 11 556,1 milliards (33,7% du PIB) à fin décembre 2025. Cette évolution s'explique par une hausse des passifs extérieurs (+1 065,8 milliards) plus élevée que celle des actifs extérieurs (+696,7 milliards).

Les actifs extérieurs augmentent de 7,6% et se situent à 9 839,0 milliards, principalement sous l'effet de l'augmentation des avoirs de réserves (+516,3 milliards) et de la progression des investissements de portefeuille (+255,2 milliards).

Les passifs extérieurs atteignent 21 764,2 milliards, en hausse de 5,1% par rapport à fin décembre 2025. Cette évolution est notamment en lien avec la hausse des prêts et emprunts (+412,7 milliards), des crédits commerciaux (+435,6 milliards) et des dépôts (+189,0 milliards). Les engagements de prêts des administrations publiques augmentent de 4,6% pour atteindre 8 859,7 milliards.

Par rapport à fin mars 2025, la PEG se détériore de 1 702,4 milliards. Cette évolution résulte d'une progression des passifs extérieurs plus rapide que celle des actifs. Les actifs extérieurs augmentent de 505,7 milliards, du fait notamment de la progression des actifs d'investissements de portefeuille (+268,9 milliards), de l'augmentation des dépôts à l'extérieur (+182,8 milliards) ainsi que des avoirs de réserves (+410,0 milliards). Les passifs extérieurs sont en hausse de 2 208,2 milliards, du fait notamment de la hausse de l'encours de la dette publique extérieure (+1 037,3 milliards) et de celui des investissements directs étrangers (+320,0 milliards).

Tableau 9 : Position extérieure globale (en milliards)

	1 ^{er} trim. 2025 (a)	4 ^{ème} trim. 2025 (b)	1 ^{er} trim. 2026* (c)	Variations	
				(c) – (b)	(c) – (a)
Total des actifs	9 333,3	9 142,5	9 839,0	696,7	505,7
Total des passifs	19 556,0	20 698,4	21 764,2	1 065,8	2 208,2
PEG	-10 222,7	-11 556,1	-11 925,1	-369,1	-1 702,4
PEG (En % du PIB)	-31,0	-33,7	-33,2		

Source : MINFI ; *Provisoires

Commerce extérieur

Evolution des échanges

Au premier trimestre 2026, la valeur des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'extérieur se chiffre à 1 833,4 milliards, en baisse de 425,0 milliards par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les échanges diminuent de 446,8 milliards. Hors hydrocarbures, la valeur des échanges s'élève à 1 338,9 milliards, en baisse de 379,5 milliards par rapport au trimestre précédent et de 410,5 milliards en glissement annuel.

La balance commerciale : réduction du déficit

Au premier trimestre 2026 et par rapport au trimestre précédent, le déficit se réduit de 50,8 milliards pour se situer à 619,7 milliards. Cette évolution s'explique par la baisse de 237,9 milliards des importations, atténuée par celle de 187,1 milliards des exportations. Le taux de couverture baisse de 4,7 points pour se situer à 49,5%. Hors hydrocarbures, le déficit se réduit de 109,4 milliards pour se situer à 565,7 milliards. Le taux de couverture, quant à lui, diminue de 3,0 points et se situe à 40,6%.

En glissement annuel, le déficit se détériore de 605,8 milliards et le taux de couverture baisse de 49,3 points de pourcentage. Hors hydrocarbures, le déficit s'aggrave de 395,9 milliards et le taux de couverture baisse de 41,7%.

Tableau 10 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliards)

Périodes	1 ^{er} trim. 2025	4 ^{ème} trim. 2025	1 ^{er} trim. 2026	Variations	
Libellés	a	b	c	c-b	c-a
Exportations	1 133,1	794,0	606,9	-187,1	-526,3
hydrocarbures	343,3	272,3	220,3	-52,1	-123,1
pétrole	212,0	178,0	152,4	-25,6	-59,6
gaz	122,1	83,6	59,9	-23,7	-62,2
carburants et lubrifiants	9,2	10,7	7,9	-2,7	-1,3
hors hydrocarbures	789,8	521,7	386,6	-135,1	-403,2
Importations	1 147,0	1 464,4	1 226,5	-237,9	79,5
hydrocarbures	187,5	267,7	274,3	6,6	86,8
pétrole	0	0	0	0,0	0,0
gaz	18,4	10,8	20,4	9,6	2,0
carburants et lubrifiants	160,2	250,1	246,7	-3,4	86,5
hors hydrocarbures	959,6	1 196,8	952,3	-244,5	-7,3
Balance commerciale	-13,9	-670,5	-619,7	50,8	-605,8
hors hydrocarbures	-169,7	-675,1	-565,7	109,4	-395,9
Echanges globaux	2 280,2	2 258,4	1 833,4	-425,0	-446,8
hors hydrocarbures	1 749,4	1 718,4	1 338,9	-379,5	-410,5
Taux de couverture	98,8	54,2	49,5	-4,7	-49,3
hors hydrocarbures	82,3	43,6	40,6	-3,0	-41,7

Source : MINFI

Importations

Les importations de biens au premier trimestre 2026 se chiffrent à 1 226,5 milliards, soit une baisse de 237,9 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est la résultante de la baisse des prix (-10,8%) et des volumes (-5,1%) des produits achetés.

La réduction des achats en valeur s'observe principalement sur les *appareils d'optique, de photographie etc* (-122,4 milliards), le *riz* (-47,2 milliards), les *appareils pour la téléphonie* (-19,5 milliards), les *poissons de mer congelés* (-14,8 milliards) et *l'aluminium et ouvrages en aluminium* (-11,8 milliards). En revanche, elle est essentiellement atténuée par l'accroissement des achats d'*engrais* (+29,3 milliards), de *fonte, fer, acier et leurs ouvrages* (+25,0 milliards), d'*insecticides, fongicides, herbicides etc* (+13,7 milliards), de *produits chimiques divers* (+11,2 milliards) et de *butanes liquéfiés* (+9,6 milliards).

Les principaux produits importés au premier trimestre 2026 sont : les carburants et lubrifiants (20,1% du total des importations), les machines et appareils mécaniques (9,4%), les machines et appareils électriques (7,0%), les véhicules automobiles et tracteurs (6,8%), le froment (blé) et méteil (4,5%), la fonte, fer et acier (4,0%), les produits pharmaceutiques (3,3%), les engrais (3,2%), les ouvrages en fonte, fer et acier (3,1%) et les matières plastiques (2,9%). Hors hydrocarbures, les achats diminuent de 244,5 milliards pour se situer à 952,3 milliards. En glissement annuel, les achats progressent de 79,5 milliards. Hors hydrocarbures, ils baissent de 7,3 milliards.

Tableau 11 : Evolution des principaux produits importés (Q en milliers de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	1T25		4T25		1T26		Poids 1T26	Variations	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V			
		a		b		c		c-b	c-a
Poissons et crustacés	53,3	43,9	46,9	41,6	30,8	26,8	2,2	-14,8	-17,1
Poissons de mer congelés	53,1	43,7	46,8	41,5	30,5	26,6	2,2	-14,8	-17,1
Lait et dérivés ; œufs; miel	4,5	8,5	6,8	11,9	6,8	10,4	0,8	-1,6	1,9
Lait, en poudre ou concentré	3,4	7,1	6,1	10,5	6,0	9,1	0,7	-1,4	2,1
Animaux et produits du règne animal	60,7	54,1	56,9	56,3	40,3	39,2	3,2	-17,0	-14,9
Céréales	513,5	128,3	574,5	122,9	457,9	81,0	6,6	-41,9	-47,3
Froment (blé) et méteil	253,3	43,3	285,2	47,2	354,9	55,5	4,5	8,3	12,2
Riz	232,8	81,1	262,9	72,2	102,6	25,0	2,0	-47,2	-56,1
Produits du règne végétal	557,8	144,8	646,5	148,1	492,0	92,8	7,6	-55,2	-51,9
Graisses et huiles animales ou végétales	12,5	9,5	49,0	35,3	43,3	30,5	2,5	-4,8	21,0
Huiles brutes ou raffinées	11,2	8,6	47,5	34,0	41,4	29,2	2,4	-4,9	20,6
Graisses et huiles animales ou végétales	12,5	9,5	49,0	35,3	43,3	30,5	2,5	-4,8	21,0
Sucres et sucreries	53,4	20,2	41,0	11,4	65,5	17,7	1,4	6,3	-2,5
Sucres raffinés de canne ou de betterave	50,9	19,0	37,2	9,8	63,2	16,6	1,4	6,8	-2,4
Boissons ; liquides alcooliques	15,1	10,3	30,2	18,4	18,0	8,6	0,7	-9,8	-1,7
Résidus et déchets des industries alimentaires ; aliments d'animaux	32,1	8,8	66,4	15,9	34,5	9,5	0,8	-6,4	0,7
Produits alimentaires industriels	122,0	64,3	159,9	76,3	135,2	57,6	4,7	-18,7	-6,7
Sel; soufre; terres; ciments	780,9	27,4	892,9	30,5	1 013,2	31,2	2,5	0,7	3,7
Clinkers	663,0	21,8	784,5	23,5	796,2	22,0	1,8	-1,6	0,2
Hydrocarbures	403,1	187,5	665,8	267,7	753,2	274,3	22,4	6,6	86,8
Carburants et lubrifiants	328,4	160,2	610,4	250,1	632,0	246,7	20,1	-3,4	86,5
Butanes liquéfiés	44,7	18,4	34,4	10,8	59,6	20,4	1,7	9,6	2,0
Coke de bitume et autres résidus du pétrole	23,2	5,4	17,6	5,0	51,6	5,2	0,4	0,2	-0,2
Produits minéraux	1 222,3	215,7	1 584,8	298,6	1 766,5	305,5	24,9	6,9	89,8
Produits chimiques inorganiques	36,0	13,6	70,2	19,9	35,0	10,0	0,8	-9,9	-3,5
Produits pharmaceutiques	6,1	41,0	6,6	49,7	6,9	40,6	3,3	-9,1	-0,4
Engrais	44,2	13,0	39,8	10,1	141,9	39,3	3,2	29,3	26,3
Parfums et produits de beauté	3,0	10,2	4,4	14,4	2,5	5,0	0,4	-9,4	-5,2
Produits chimiques divers	17,0	36,1	12,1	18,1	17,4	29,3	2,4	11,2	-6,8
Insecticides ; fongicides; herbicides etc	12,3	30,0	5,2	10,0	10,4	23,6	1,9	13,7	-6,3
Produits des industries chimiques	124,7	127,5	154,6	128,0	224,5	139,0	11,3	11,0	11,5
Matières plastiques	43,2	36,2	58,2	46,6	45,9	35,6	2,9	-11,0	-0,6
Caoutchouc	9,2	10,7	11,8	13,2	11,3	11,8	1,0	-1,4	1,1
Pneumatiques neufs	6,1	7,8	7,7	8,6	7,4	8,9	0,7	0,3	1,1

Période	1T25		4T25		1T26		Poids 1T26	Variations	
Matières plastiques et caoutchouc	52,4	46,9	70,0	59,8	57,2	47,4	3,9	-12,4	0,4
Papiers et cartons	22,7	17,9	35,7	24,2	26,6	18,1	1,5	-6,1	0,1
Produits de l'imprimerie et de l'édition	1,2	11,7	1,2	8,3	1,0	14,2	1,2	5,9	2,5
Pâte de bois; papiers et ses applications	25,0	30,7	38,5	34,0	28,7	33,4	2,7	-0,5	2,7
Autres articles textiles confectionnés	16,2	11,4	25,6	16,4	18,9	12,0	1,0	-4,5	0,5
Friperie	13,2	7,7	20,3	11,7	14,7	8,5	0,7	-3,2	0,9
Matières textiles et leurs ouvrages	29,1	24,6	41,6	33,1	33,2	24,8	2,0	-8,2	0,3
Produits céramiques	28,3	11,2	45,4	15,5	36,1	13,1	1,1	-2,4	1,9
Carreaux vernissés	18,6	6,4	34,2	10,7	25,0	8,4	0,7	-2,3	2,0
Verre et ouvrages en verre	17,9	10,7	23,0	15,6	19,2	12,0	1,0	-3,7	1,2
Articles d'emballage en verre (bouteilles)	8,0	7,1	13,8	11,4	10,5	8,3	0,7	-3,1	1,2
Ouvrages en pierre, ciment et verre	49,6	23,5	75,5	33,8	62,0	27,3	2,2	-6,5	3,8
Fonte, fer et acier	83,6	35,3	98,4	38,9	125,5	48,6	4,0	9,7	13,3
Ouvrages en fonte, fer et acier	22,0	26,9	20,9	22,8	32,0	38,1	3,1	15,3	11,2
Aluminium et ouvrages en aluminium	7,7	26,1	6,9	17,1	2,8	5,4	0,4	-11,8	-20,7
Métaux communs et leurs ouvrages...	118,4	94,4	133,6	86,7	166,0	98,7	8,0	12,0	4,4
Machines et appareils mécaniques	34,1	102,2	39,0	103,8	46,6	115,0	9,4	11,2	12,8
Ordinateurs et accessoires	0,3	5,7	0,3	6,1	0,3	3,5	0,3	-2,6	-2,2
Articles de robinetterie	0,9	3,5	1,0	4,0	0,9	4,2	0,3	0,3	0,7
Machines et appareils électriques	19,7	90,4	23,0	107,3	20,2	85,6	7,0	-21,6	-4,8
Appareils pour la téléphonie	1,1	34,6	1,2	44,4	0,7	24,9	2,0	-19,5	-9,7
Machines et app. mécaniques ou électriques	53,8	192,6	62,0	211,1	66,8	200,6	16,4	-10,5	8,0
Véhicules et matériels pour voies ferrées	0,6	0,8	1,0	1,4	2,0	8,6	0,7	7,1	7,8
Véhicules automobiles; tracteurs	48,4	79,1	52,0	87,7	53,6	82,8	6,8	-4,9	3,7
Tracteurs	0,0	12,2	0,0	9,5	0,0	12,8	1,0	3,3	0,6
Véhicules pour transport en commun	0,0	5,0	0,0	7,9	0,0	4,5	0,4	-3,4	-0,6
Véhicules de tourisme	0,0	27,4	0,0	33,8	0,0	26,9	2,2	-6,9	-0,5
Véhicules pour transport marchandises	0,0	21,1	0,0	22,7	0,0	24,7	2,0	2,0	3,6
Matériel de transport	49,0	80,4	54,1	98,6	55,9	92,6	7,5	-6,0	12,1
Appareils d'optique, de photographie etc	3,5	12,5	5,0	132,2	2,8	9,9	0,8	-122,4	-2,6
Appareils d'optique, photo, musique etc	3,6	12,6	5,1	132,4	2,9	10,0	0,8	-122,4	-2,6
Meubles et mobilier médical etc	9,3	8,7	12,5	11,7	13,4	12,8	1,0	1,2	4,2
Marchandises et produits divers	13,0	12,4	17,5	16,9	17,4	16,1	1,3	-0,8	3,7
Total général des importations	2 504,8	1 147,0	3 164,5	1 464,4	3 202,4	1 226,5	100,0	-237,9	79,5

Source : MINFI

Exportations

Au premier trimestre 2026, la valeur des exportations de biens est de 606,9 milliards, en baisse de 187,1 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est attribuable à la baisse tant des prix (-11,5%) que des volumes (-10,5%) des principaux produits vendus.

La réduction des exportations en valeur s'observe essentiellement sur le cacao brut en fèves (-104,0 milliards), les huiles brutes de pétrole (-25,6 milliards), le gaz naturel liquéfié (-23,7 milliards), le beurre de cacao (-8,2 milliards), et la pâte de cacao (-7,5 milliards). Elle est atténuée par la hausse des ventes de coton brut (+7,7 milliards), de bananes (y compris plantains) (+5,1 milliards) et des savons de ménages en morceaux (+2,8 milliards).

Les principaux produits exportés sont les huiles brutes de pétroles (25,1% du total des exportations), le cacao brut en fèves (16,8%), la pâte de cacao (12,2%), le gaz naturel liquéfié (9,9%), les bois sciés (6,3%), la banane (y compris plantains) (3,8%), le beurre de cacao (3,7%) et le coton brut (3,5%). Hors hydrocarbures, les ventes baissent de 135,1 milliards pour se situer à 386,6 milliards. En glissement annuel, la valeur des exportations de biens diminue de 526,3 milliards. Hors hydrocarbures, elle baisse de 403,2 milliards.

Tableau 12 : Evolution des principaux produits exportés (Q en milliers de tonnes et V en milliards de FCFA)

Périodes	1 ^{er} trim 2025		4 ^{ème} trim 2025		1 ^{er} trim 2026		Poids 1 ^{er} trim 2026	Variations	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V			
		a		b		c		c-b	c-a
Bananes (y compris plantains)	50,3	14,3	58,4	18,2	74,4	23,3	3,8	5,1	9,0
Café	1,4	4,2	2,1	5,0	1,6	4,1	0,7	-0,9	-0,1
<i>café robusta</i>	1,3	3,6	2,1	4,9	1,4	3,3	0,5	-1,6	-0,3
Cacao brut en fèves	77,0	501,1	65,9	205,8	36,7	101,8	16,8	-104,0	-399,3
Pâte de cacao	15,7	62,5	28,6	81,4	38,3	73,9	12,2	-7,5	11,4
Beurre de cacao	4,5	25,6	6,0	30,3	6,1	22,2	3,7	-8,2	-3,4
Huiles brutes de pétrole	681,4	212,0	687,9	178,0	602,6	152,4	25,1	-25,6	-59,6
Carburants et lubrifiants	17,5	9,2	6,7	10,7	13,7	7,9	1,3	-2,7	-1,3
Gaz naturel liquéfié	421,3	122,1	371,8	83,6	281,0	59,9	9,9	-23,7	-62,2
Savons de ménage en morceaux	13,1	8,9	22,8	16,6	28,9	19,4	3,2	2,8	10,4
Caoutchouc brut	12,3	12,4	16,3	12,3	14,3	10,3	1,7	-2,1	-2,2
Bois brut (grumes)*	102,2	10,3	76,0	9,4	75,8	7,7	1,3	-1,7	-2,5
Bois sciés*	152,9	31,4	215,2	43,6	187,4	38,1	6,3	-5,5	6,7
Feuilles de placage en bois	11,1	3,1	12,0	4,0	11,6	3,8	0,6	-0,2	0,7
Coton brut	41,8	47,0	13,5	13,4	20,4	21,1	3,5	7,7	-25,9
Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud...	6,6	3,5	8,2	4,3	7,2	3,7	0,6	-0,6	0,2
Aluminium brut	8,1	11,0	8,9	11,9	4,6	6,0	1,0	-5,9	-4,9
Total général des exportations	1 765,7	1 133,1	1 732,0	794,0	1 524,4	606,9	100,0	-187,1	-526,3

Source : MINFI, * = quantités de bois en milliers de mètres cubes

FINANCES PUBLIQUES

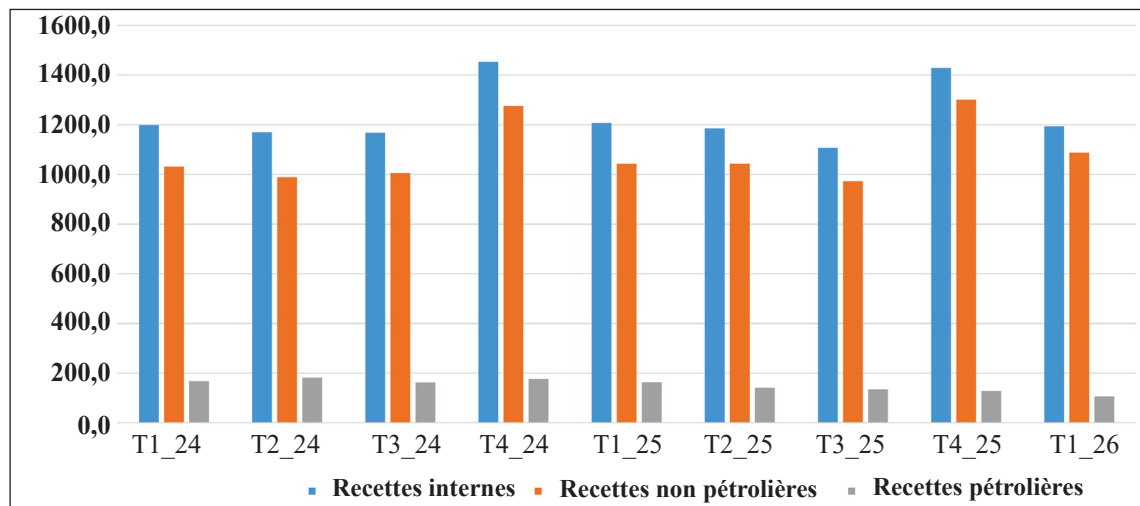
L'exécution du budget de l'Etat, au premier trimestre 2026 et comparativement à la même période de l'exercice précédent, se caractérise par une baisse globale des ressources, des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Ressources budgétaires : baisse globale

Les ressources budgétaires totales mobilisées au cours du premier trimestre 2026 se chiffrent à 1 283,8 milliards et sont constituées de 1 193,9 milliards de recettes internes et 89,9 milliards d'emprunts et dons. Elles sont en baisse de 214,0 milliards (-14,3%), par rapport au premier trimestre 2025.

Les recettes budgétaires internes ont été recouvrées à hauteur de 1 193,9 milliards, en diminution de 13,0 milliards (-1,1%). Cette baisse s'observe principalement sur les recettes pétrolières.

Graphique 2 : Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)



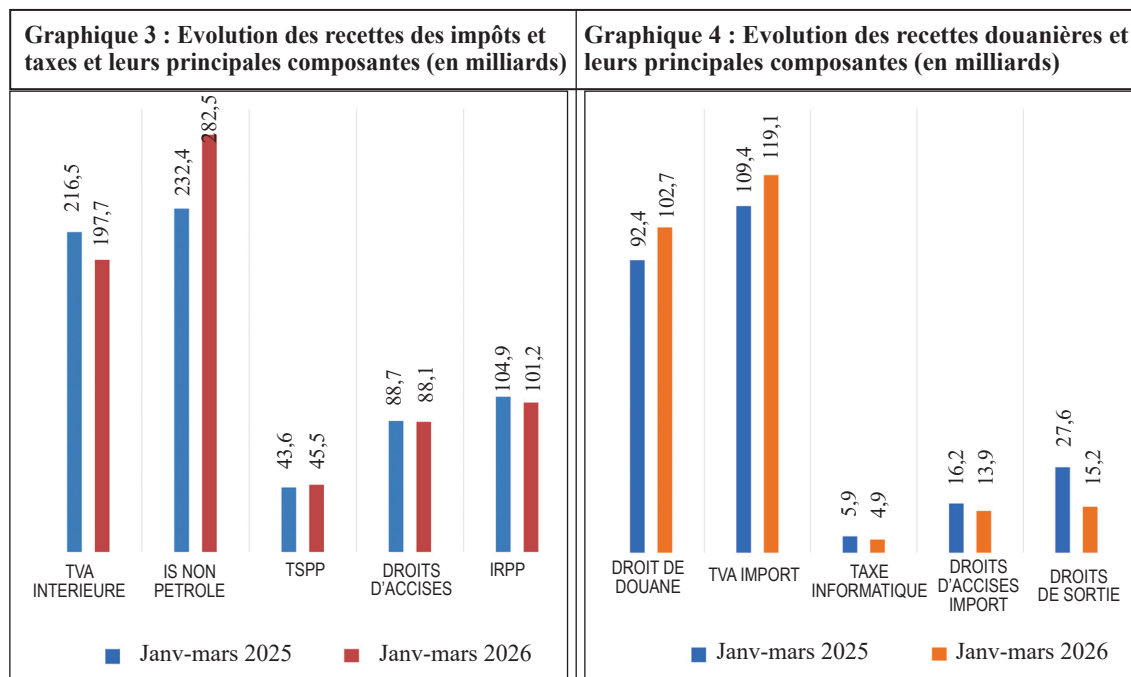
Source : MINFI/DP

Les recettes pétrolières s'élèvent à 106,5 milliards, en diminution de 56,5 milliards (-34,7%) par rapport au premier trimestre 2025. Elles comprennent 91,8 milliards de redevance SNH et 14,7 milliards de l'impôt sur les sociétés pétrolières.

Les recettes non pétrolières passent de 1 043,9 milliards au premier trimestre 2025 à 1 087,4 milliards au premier trimestre 2026, en augmentation de 43,5 milliards (+4,2%). Cette évolution est attribuable aux recettes des impôts et taxes et aux recettes douanières. Les recettes des impôts et taxes progressent de 38,2 milliards (+5,2%) pour s'établir à 779,2 milliards. Cette augmentation est principalement attribuable à l'impôt sur les sociétés non pétrolières qui progresse de 50,1 milliards (+21,6%) et la TSPP de 1,9 milliard (+4,4%), les autres composantes étant en baisse.

Les recettes douanières se chiffrent à 260,9 milliards, en augmentation de 3,1 milliards par rapport à la même période de l'année 2025. Cette hausse est tirée par les droits de douane à l'importation (+10,3 milliards) et la TVA à l'importation (+9,7 milliards). Par contre, les droits d'accises à l'importation baissent de 2,3 milliards et la taxe informatique d'1 milliard.

Les recettes non fiscales progressent de 2,2 milliards (+4,9%) et s'établissent à 47,3 milliards.



Source : MINFI/DP

Source : MINFI/DP

Les emprunts et dons décaissés au premier trimestre 2026 se chiffrent à 89,8 milliards. Ils sont constitués de 39,4 milliards de prêts projets et 50,3 milliards d'émissions des titres publics. Ils sont en diminution de 201,0 milliards (-69,1%) en glissement annuel.

Tableau 13 : Evolution des ressources

RUBRIQUES DES RECETTES	1er trim. 2025	1er trim. 2026	Variations relatives (en %)	Variations absolues
	(a)	(b)	(b)/(a)	(b)-(a)
A- RECETTES INTERNES	1206,9	1193,9	-1,1	-13,0
I-Recettes pétrolières	163,0	106,5	-34,7	-56,5
1-Redevance SNH	114,9	91,8	-20,1	-23,1
2- IS pétrole	48,1	14,7	-69,4	-33,4
II- Recettes non pétrolières	1043,9	1087,4	4,2	43,5
1- Recettes Fiscales	998,8	1040,1	4,1	41,3
a- Recettes des impôts et taxes	741,0	779,2	5,2	38,2
dont - IRPP	104,9	101,2	-3,5	-3,7
- TVA	216,5	197,7	-8,7	-18,8
- IS non pétrole	232,4	282,5	21,6	50,1
- Droits d'accises	88,7	88,1	-0,7	-0,6
- Droits d'enreg.et timbre	44,2	38,5	-12,9	-5,7
- TSPP	43,6	45,5	4,4	1,9
b- Recettes douanières	257,8	260,9	1,2	3,1
dont - Droit de douane import.	92,4	102,7	11,1	10,3
- TVA import.	109,4	119,1	8,9	9,7
- Taxe informatique	5,9	4,9	-16,9	-1,0
- Droits d'accises import.	16,2	13,9	-14,2	-2,3
- Droits de sortie	27,6	15,2	-44,9	-12,4

RUBRIQUES DES RECETTES	1er trim. 2025	1er trim.2026	Variations relatives (en %)	Variations absolues
	(a)	(b)	(b)/(a)	(b)-(a)
2- Recettes non fiscales	45,1	47,3	4,9	2,2
B- EMPRUNTS ET DONS	290,8	89,8	-69,1	-201,0
- Prêts projets	118,0	39,4	-66,6	-78,6
- Dons	42,5	0,1	-99,8	-42,4
- Appuis budgétaires	74,2	0,0	-100,0	-74,2
- Emission des titres publics	41,1	50,3	22,4	9,2
- Emprunts bancaires	15,0	0,0	-100,0	-15,0
- Autres Emprunts (y/c PARPAC et DTS)	0	0	-	0,0
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	1497,7	1283,7	-14,3	-214,0

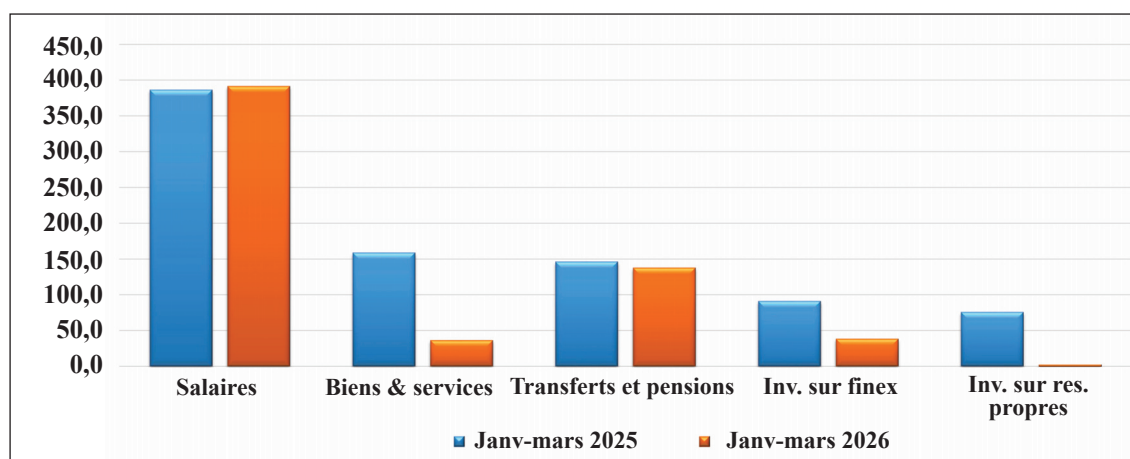
Source : MINFI/DP

Dépenses publiques : baisse des dépenses courantes et des dépenses en capital

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancement se chiffrent à 1 460,6 milliards au premier trimestre 2026, contre 1 663,1 milliards au premier trimestre 2025, en diminution de 202,5 milliards (-12,2%). Cette baisse s'observe sur les principales rubriques comme suit :

Les dépenses courantes diminuent de 125,7 milliards (-18,2% en glissement annuel) pour se situer à 566,1 milliards. Par sous-rubriques, les dépenses de personnel augmentent de 5,1 milliards (+1,3%) et s'établissent à 391,7 milliards. Les dépenses de biens et services diminuent de 122,3 milliards (-77,0%) pour se chiffrer à 36,6 milliards. Les dépenses de transferts et pensions s'élèvent à 137,8 milliards, en baisse de 8,5 milliards (-5,8%).

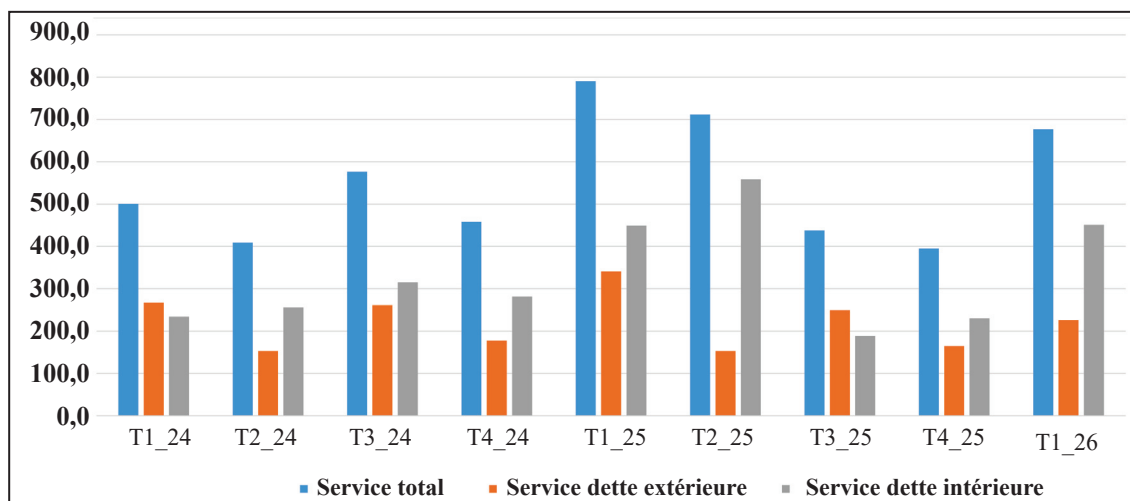
Graphique 5 : Evolution des composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)



Source : MINFI/DP

Les dépenses d'investissement se chiffrent à 44,9 milliards au premier trimestre 2026, en diminution de 131,9 milliards (-74,6%) par rapport au premier trimestre 2025. Les dépenses sur financements extérieurs s'élèvent à 38,4 milliards, et sont en baisse de 52,8 milliards (-57,9%). Les dépenses sur ressources propres s'élèvent à 2,6 milliards, en diminution de 73,3 milliards (-96,6%) en glissement annuel. Les dépenses de restructuration et réhabilitation baissent de 5,8 milliards (-59,8%) et se chiffrent à 3,9 milliards.

Graphique 6 : Evolution du service de la dette publique (en milliards)



Source : MINFI/DP

Le service effectif de la dette publique au premier trimestre 2026 s'élève à 747,5 milliards, en hausse de 31,2 milliards (+4,4%). Il comprend 225,8 milliards de dette extérieure et 521,7 milliards de dette intérieure. **Le service effectif de la dette extérieure** diminue de 115,2 milliards (-33,8%) et s'établit à 225,8 milliards. Il est constitué de 165,4 milliards de remboursement du principal et 60,4 milliards d'intérêts.

Les paiements au titre du service de la dette intérieure augmentent de 146,4 milliards (+39,0%) par rapport au premier trimestre 2025, pour s'établir à 521,7 milliards. Ils comprennent 30,9 milliards d'intérêts, 9,0 milliards de remboursement du principal, 11,1 milliards de remboursement de crédit TVA et 470,6 milliards d'arriérés intérieurs.

Tableau 14 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)

RUBRIQUES DES DEPENSES	1 ^{er} trim. 2025	1 ^{er} trim. 2026	Variations relatives (en %)	Variations absolues
	(a)	(b)	(b)/(a)	(b)-(a)
I- Dépenses courantes	691,8	566,1	-18,2	-125,7
Dépenses de personnel	386,6	391,7	1,3	5,1
Dépenses de Biens & Services	158,9	36,6	-77,0	-122,3
Transferts et pensions	146,3	137,8	-5,8	-8,5
II- Dépenses d'investissements	176,8	44,9	-74,6	-131,9
Sur financements extérieurs	91,2	38,4	-57,9	-52,8
Sur ressources propres.	75,9	2,6	-96,6	-73,3
Dépenses de restructurations	9,7	3,9	-59,8	-5,8
III- Dépenses diverses à régulariser	78,2	102,1	30,6	23,9
IV- Service de la dette publique	716,3	747,5	4,4	31,2
Dette extérieure	341,0	225,8	-33,8	-115,2
Intérêts	84,3	60,4	-28,4	-23,9
Principal	256,7	165,4	-35,6	-91,3
Dette intérieure	375,3	521,7	39,0	146,4
dont - Intérêts	12,7	30,9	143,3	18,2
- Amortissement du principal	18,7	9,0	-51,9	-9,7
- Remboursement crédits de TVA	20,4	11,1	-45,6	-9,3
- arriérés intérieurs	323,6	470,6	45,4	147,0
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	1663,1	1460,6	-12,2	-202,5

Source : MINFI/DP

Soldes budgétaires et flux de financements

Au premier trimestre de l'exercice 2026, le solde global base ordonnancement se situe à 378,4 milliards. Le solde primaire base ordonnancements se chiffre à 469,7 milliards et le solde primaire non pétrolier à 363,2 milliards.

Les flux de financements extérieurs enregistrent un solde positif de 355,6 milliards. Ils résultent des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs d'un montant de 521,0 milliards, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure qui s'élève à 165,4 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur, la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) s'est améliorée de 294,5 milliards au terme du premier trimestre 2026, en raison de l'amélioration des positions vis-à-vis des banques commerciales de 134,2 milliards, du FMI de 12,7 milliards et de la position vis-à-vis de la BEAC de 147,5 milliards.

Tableau 15 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards)

Soldes budgétaires	Fin mars 2025	Fin mars 2026
Solde global base ordonnancements (net*)	201,8	378,4
Solde primaire (net*)	113,2	469,7
Solde primaire non pétrolier (net*)	34,4	363,2

Source : MINFI *Hors remboursement crédits TVA

Encadré 2 : Les Soldes engagés non décaissés au 31 mars 2026

Les **Soldes engagés non décaissés (SEND's)** correspondent à la fraction des financements extérieurs déjà contractualisés par l'État auprès de ses partenaires financiers, mais qui n'a pas encore été effectivement tirée ou mise à sa disposition. Ils apparaissent généralement à la suite du décalage entre la signature d'une convention de financement, son entrée en vigueur et le rythme réel d'exécution du projet bénéficiaire. Une partie de ces soldes est donc inhérente au fonctionnement normal des projets pluriannuels, notamment des grands projets d'infrastructures dont les décaissements sont échelonnés en fonction de l'avancement physique des travaux.

Toutefois, l'accumulation des SEND peut également résulter de contraintes administratives, techniques, financières ou institutionnelles. Celles-ci concernent notamment les délais de satisfaction des conditions préalables à l'entrée en vigueur des prêts, l'insuffisante maturation de certains projets, l'achèvement tardif des études techniques et environnementales, les difficultés d'expropriation et de libération des emprises, la lenteur des procédures de passation des marchés, les recours introduits par les soumissionnaires, les délais d'obtention des avis de non-objection des bailleurs, ainsi que les difficultés de mobilisation des fonds de contrepartie. À ces facteurs peuvent s'ajouter la faible capacité opérationnelle de certaines unités de gestion, les retards dans la justification des dépenses, les modifications répétées des projets, les problèmes sécuritaires ou logistiques et, plus largement, les chocs conjoncturels susceptibles de perturber les calendriers d'exécution.

Au Cameroun, les SEND's recensés à fin mars 2026 sont constitués exclusivement de financements extérieurs, aucun SEND's n'étant enregistré au titre des ressources intérieures. Selon la CAA, leur encours global s'établit à 5 044,6 milliards de FCFA en hausse de 5,2 % par rapport à la même période de l'année dernière. Cette évolution est principalement imputable aux créanciers commerciaux, dont les SEND's augmentent de 175,7 milliards, soit 22,8 %, pour atteindre 944,7 milliards de FCFA. Les engagements non décaissés auprès des partenaires bilatéraux progressent également de 73,3 milliards, soit 15,8 %. A l'inverse, les SEND's multilatéraux demeurent quasiment stables, passant de 3 562,0 milliards à 3 563,9 milliards. Cette stabilité globale masque toutefois des évolutions contrastées selon les bailleurs, notamment une diminution des encours auprès de la BAD et de la BIRD, compensée principalement par la progression des financements de l'IDA.

Le niveau élevé des SEND's traduit ainsi une double réalité. D'une part, il témoigne de l'existence d'un important portefeuille de ressources déjà négociées et potentiellement disponibles pour financer les infrastructures, les services sociaux et les autres priorités de la SND 30. D'autre part, la persistance d'un encours élevés révèle des contraintes d'absorption susceptibles de retarder la réalisation et la mise en service des projets, de réduire l'impact de l'investissement public sur la croissance et d'entraîner des surcoûts liés à la prolongation des délais d'exécution. Une faible absorption expose en outre les projets au risque de dépassement de leur date limite de décaissement, de réduction des financements disponibles ou d'annulation des soldes non utilisés.

Face à cette situation, les autorités poursuivent les travaux de maîtrise et d'optimisation des SEND's, à travers le renforcement du suivi des projets et la conduite de revues périodiques du portefeuille. Ces travaux visent à distinguer les SEND's correspondant à un calendrier normal d'exécution de ceux présentant des difficultés persistantes, notamment les prêts anciens, non encore entrés en vigueur, n'ayant enregistré aucun décaissement ou dont la date limite de décaissement est proche ou déjà dépassée. Les mesures envisagées portent sur l'accélération des procédures de passation des marchés, la libération des emprises, la mobilisation des fonds de contrepartie, le renforcement des unités de gestion et le dialogue avec les bailleurs. Pour les projets durablement bloqués ou devenus moins prioritaires, les financements concernés pourraient, de concert avec les partenaires, être restructurés, réorientés ou annulés afin de permettre une utilisation plus efficace des ressources disponibles.

Rubriques	SEND's au 31/03/2025***	SEND's au 31/03/2026***
MULTILATERAUX	3 562,00	3 563,90
BILATERAUX	462,7	536
COMMERCIAUX	769	944,7
TOTAL GENERAL	4 793,70	5 044,60
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	238,3	246,3
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	4 555,40	4 798,30

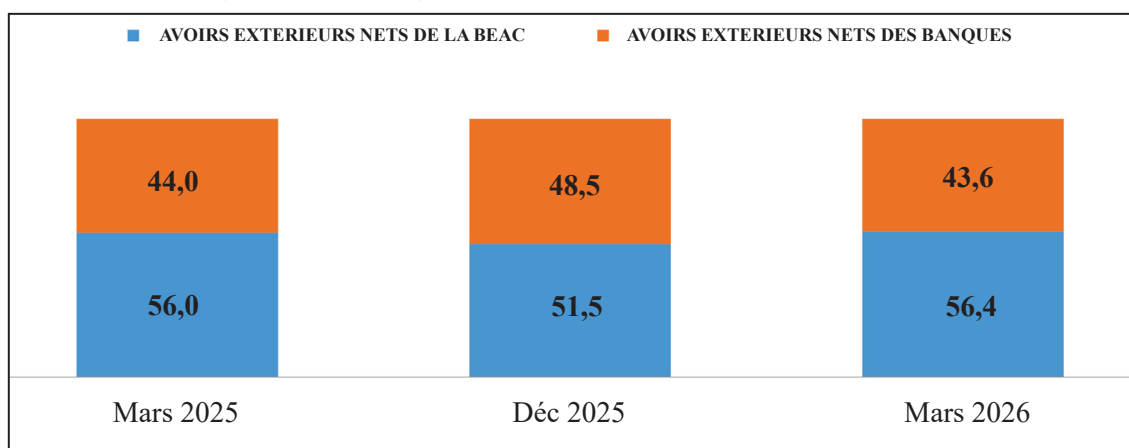
Source : CAA, *** Provisoires.

SITUATION MONETAIRE

A fin mars 2026, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 12 741,1 milliards, en augmentation de 2,6% par rapport à fin décembre 2025. Cette évolution est consécutive à la progression des avoirs extérieurs nets (+16,9%) et des créances sur l'économie (+0,4%). Les créances nettes sur l'Etat ont baissé de 13,2%.

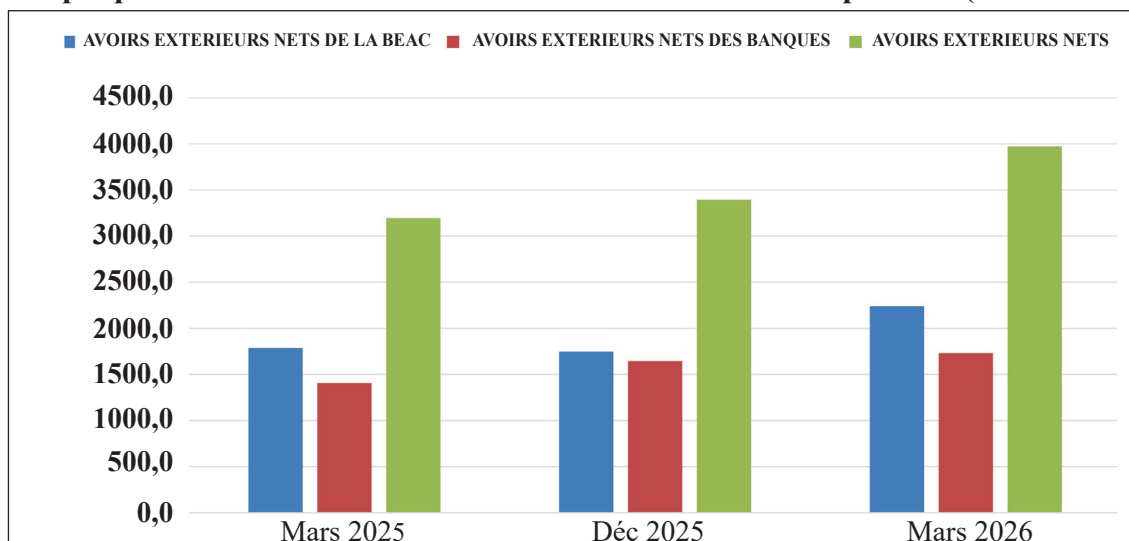
La progression des avoirs extérieurs nets de 3 395,3 milliards à 3 970,7 milliards s'explique principalement par l'accroissement des avoirs extérieurs bruts, suite à l'émission de l'eurobond d'un montant de 750 millions de dollars (420 milliards de FCFA) en janvier 2026. Cette progression des avoirs extérieurs bruts au premier trimestre 2026 est observée en dépit de la baisse des exportations (-23,5%) plus importante que celle des importations (-16,2%). En lien avec cette évolution, les avoirs en compte d'opérations se consolident, passant de 1 808,1 milliards à 2 548,1 milliards. Les engagements extérieurs de la BEAC sont restés quasi-stables.

Graphique 7 : Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en % du total)



Sources : MINFI, BEAC

Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin mars 2026, le crédit intérieur se situe à 8 770,4 milliards, en baisse de 2,8% par rapport à fin décembre 2025. Cette évolution résulte de la baisse de 13,2% des créances nettes sur l'Etat et de la progression de 0,4% des crédits à l'économie.

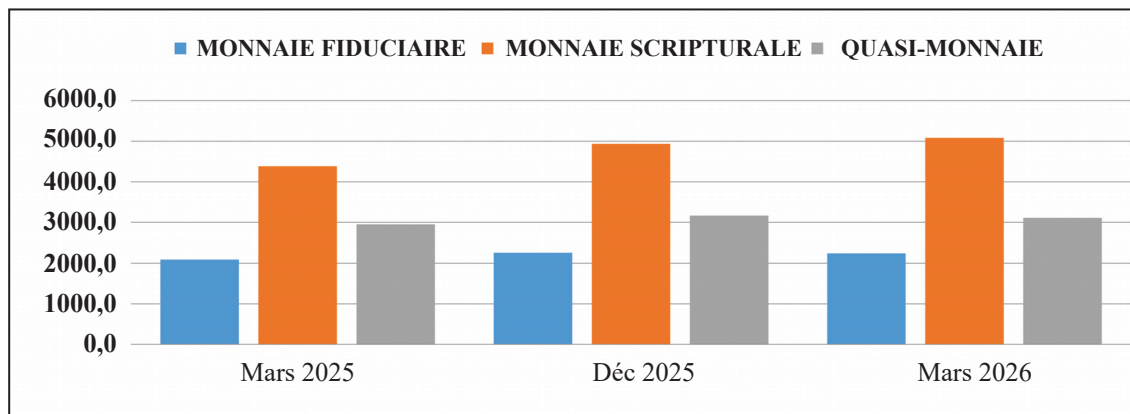
Les créances nettes sur l'Etat passent de 2 130,1 milliards à fin décembre 2025 à 1 849,1 milliards. Représentant cette évolution, la Position Nette du Gouvernement (PNG), évaluée sur la base de la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI, d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement, d'autre part, baisse de 12,0% pour se situer à 2021,62 milliards. Cette évolution masque des contrastes : (i) la PNG vis-à-vis de la BEAC passe d'une position positive de 50,9 milliards à une position négative de 117,1 milliards ; (ii) la PNG vis-à-vis des banques baisse de 11,5% pour se situer à 891,2 milliards ; (iii) la PNG vis-à-vis du FMI, alimentée par les appuis budgétaires, se stabilise autour de 1 224 milliards, du fait que le Cameroun n'est plus sous programme économique avec le FMI.

Les crédits à l'économie augmentent de 0,4% (+29,1 milliards) pour se situer à 6 921,3 milliards à fin mars 2026. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des crédits aux institutions financières non bancaires (+60,9%). Les crédits en faveur du secteur privé non financier, principale composante, baissent de 1,5% et ceux aux entreprises publiques non financières restent stables.

La répartition des créances sur l'économie, selon la durée, réaffirme la prépondérance des crédits à court terme (55,9% du total des crédits). La part des crédits à moyen terme se situe à 40,2% et celle des crédits à long terme à 3,9%.

Représentant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 0,8% pour s'établir à 10 434,8 milliards à fin mars 2026. Elle est composée, comme au trimestre précédent, de 21,5% de monnaie fiduciaire, 48,7% de monnaie scripturale et 29,8% de quasi-monnaie.

Graphique 9 : Composantes de la masse monétaire (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

En glissement annuel, la situation monétaire progresse de 12,8%. Elle se caractérise par une évolution contrastée de ses composantes. Les avoirs extérieurs nets se consolident de 24,3% ; les crédits à l'économie augmentent de 13,6%, tandis que les créances nettes sur l'Etat baissent de 7,7%. La masse monétaire progresse de 10,7%. S'agissant des créances nettes sur l'Etat, sa principale composante qu'est la PNG, décroît de 5,4% en lien avec la PNG vis-à-vis de la BEAC qui devient négative

(-117 milliards). La PNG vis-à-vis des banques augmente de 10% et la PNG vis-à-vis du FMI se stabilise. Les crédits à l'économie sont tirés par les crédits au secteur privé non financier et aux institutions financières non bancaires.

S'agissant spécifiquement des avoirs extérieurs nets, leur hausse est tirée aussi bien par les avoirs extérieurs nets de la BEAC (+25,2%) que par les avoirs extérieurs nets des banques (+23,1%). Les avoirs extérieurs nets des banques progressent du fait de l'augmentation des souscriptions par les banques camerounaises des titres publics émises par les autres pays de la CEMAC. La part des avoirs extérieurs nets des banques se stabilise à 44,0%, contre 56,0% pour les avoirs extérieurs nets de la BEAC. Les avoirs extérieurs bruts de la BEAC nationale peuvent couvrir 6,8 mois d'importations de biens et services, contre 7,4 mois d'importations de biens et services en 2025. Toutefois, le principe communautaire de mise en commun des réserves de change dilue cette performance, en ce sens que les avoirs extérieurs de l'ensemble de la CEMAC peuvent couvrir 4,1 mois d'importations, contre 4,3 mois en 2025.

Tableau 16 : Situation monétaire large à fin mars 2026 (en milliards de FCFA)

	Mars 2025	Déc. 2025	Mars 2026	Variations	
	a	b	c	c/b	c/a
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	11297,0	12 417,7	12 741,1	2,6	12,8
AVOIRS EXTERIEURS NETS	3195,2	3 395,3	3 970,7	16,9	24,3
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1788,5	1748,2	2238,9	28,1	25,2
Dont : Compte d'opérations	2075,5	1808,1	2548,1	40,9	22,8
Avoirs en devises	1137,0	1284,0	1054,0	-17,9	-7,3
Recours aux Crédits FMI	953,1	930,0	913,6	-1,8	-4,1
Avoirs extérieurs nets des BCM	1406,7	1647,2	1731,8	5,1	23,1
CREDIT INTERIEUR (a+b)	8101,9	9 022,3	8 770,4	-2,8	8,3
CREANCES NETTES SUR L'ETAT (a)	2002,4	2 130,1	1 849,1	-13,2	-7,7
POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	2138,0	2 298,2	2 021,6	-12,0	-5,4
AUTRES CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-135,6	-59,1	-172,5	2,6	27,2
CREANCES SUR L'ECONOMIE (b)	6099,5	6 892,3	6 921,3	0,4	13,5
INSTITUTIONS BANCAIRES EN LIQUIDATION	0,0	0,0	0,0	4,0	18,2
AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES NON ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	12,7	22,5	18,3	-18,5	44,5
INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	18,3	200,4	322,4	60,9	1 664,2
ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIERES	537,7	567,0	568,6	0,3	5,7
SECTEUR PRIVE NON FINANCIER	5530,8	6 102,3	6 012,0	-1,5	8,7
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	11297,0	12 417,7	12 741,1	2,6	12,8
MONNAIE FIDUCIAIRE	2090,7	2 256,1	2 241,3	-0,7	7,2
MONNAIE SCRIPTURALE :	4382,5	4 933,5	5 084,1	3,1	16,0
BEAC	3,0	17,8	8,7	-51,3	187,4
BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	4341,2	4 878,8	5 053,6	3,6	16,4
AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	38,3	37,0	21,9	-40,9	-43,0
CENTRE DES CHEQUES POSTAUX (CCP)	0,0	0,0	0,0		
DISPONIBILITES MONETAIRES	6473,2	7 189,6	7 325,4	1,9	13,2
QUASI-MONNAIE	2951,0	3 167,4	3 109,5	-1,8	5,4
BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	2904,6	3 119,9	3 066,6	-1,7	5,6
AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	46,5	47,5	42,9	-9,7	-7,7
DISPONIBILITES MONETAIRES ET QUASI-MONETAIRES	9424,3	10 357,0	10 434,8	0,8	10,7
AUTRES POSTES NETS	1872,8	2 060,7	2 306,3	11,9	23,1

Source : BEAC

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Prix à la consommation finale des ménages

Au premier trimestre 2026, les prix à la consommation des ménages enregistrent une baisse de 0,5% par rapport au quatrième trimestre 2025. Cette baisse est principalement liée à la diminution de 1,7% du niveau des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées ». On observe une quasi stabilité des prix de la plupart des autres postes de consommation. Le recul des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » concerne notamment les « légumes » (-8,1%) et les « huiles et graisses » (-1,2%).

Les prix des produits locaux diminuent de 0,6% et ceux des produits importés sont stables. Sur le plan spatial, le niveau des prix est en baisse dans la plupart des chefs-lieux des régions, notamment à Douala (-1,0%), Yaoundé (-0,7%), Bafoussam (-0,6%), Bamenda (-0,5%), Maroua (-0,5%) et Ngaoundéré (-0,4%). A contrario, les prix augmentent à Buea (+1,4%) et à Ebolowa (+0,4%). Ils sont quasi stables à Garoua (+0,2%) et Bertoua (+0,1%).

En glissement annuel, le niveau général des prix affiche une augmentation de 1,9% au premier trimestre 2026. Cette évolution traduit une phase de désinflation par rapport à la même période de 2025 où elle était de 4,3%. Cette baisse de l'inflation s'observe en dépit de la hausse des prix des produits alimentaires de 3,8% sous l'effet notamment de l'augmentation de 7,8% des prix de poissons et fruits de mer, de 5,0% de ceux des légumes, de 4,3% de ceux des huiles et graisses et de 3,6% de ceux des viandes.

Tableau 17 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (Base 100 année 2022)

Postes de dépenses	Poids	1 ^{er} Trim.	4 ^{ème} Trim.	1er Trim.	Variations	
		2025	2025	2026	(en %)	
		(a)	(b)	(c)	(c)/(b)	(c)/(a)
I - Evolution suivant les fonctions de consommation						
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3 182	121,4	128,2	126,0	-1,7	3,8
Boissons alcoolisées et tabacs	136	108,8	110,8	111,1	0,3	2,1
Articles d’habillement et chaussures	984	108,7	109,2	109,6	0,3	0,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1 289	108,8	110,1	110,4	0,3	1,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	510	110,1	110,6	110,6	0,0	0,5
Santé	478	101,9	102,1	102,2	0,1	0,3
Transports	1 127	131,8	132,8	133,0	0,1	0,9
Communication	459	100,2	99,9	99,9	0,0	-0,3
Loisirs et culture	335	103,0	103,2	102,9	-0,3	-0,1
Enseignement	307	106,2	107,2	107,2	0,0	1,0
Restaurants et hôtels	669	108,6	110,7	111,4	0,6	2,5
Biens et services divers	524	108,8	109,5	109,5	0,0	0,6
Indice Général	10 000	114,7	117,5	116,9	-0,5	1,9
II - Evolution suivant l’origine des produits						
Produits locaux	6 785	115,9	119,3	118,6	-0,6	2,4

Postes de dépenses	Poids	1 ^{er} Trim.	4 ^{ème} Trim.	1 ^{er} Trim.	Variations	
		2025	2025	2026	(en %)	
		(a)	(b)	(c)	(c)/(b)	(c)/(a)
Produits importés	3 215	111,7	112,6	112,6	0,0	0,8
III - Evolution suivant les chefs-lieux de région						
Yaoundé		114,1	117,7	116,9	-0,7	2,5
Douala		115,3	118,5	117,3	-1,0	1,7
Bafoussam		118,0	116,3	115,6	-0,6	-2,0
Bamenda		114,8	118,4	117,8	-0,5	2,6
Garoua		114,5	117,2	117,4	0,2	2,5
Maroua		112,3	113,9	113,3	-0,5	0,9
Ngaoundéré		114,7	117,7	117,2	-0,4	2,2
Bertoua		115,8	118,6	118,7	0,1	2,5
Buea		113,2	117,3	118,9	1,4	5,0
Ebolowa		113,2	116,2	116,6	0,4	3,0

Sources : INS, MINFI

Autres informations socio-économiques

En janvier 2026, on dénombre neuf cimenteries en exploitation au Cameroun. Elles totalisent une capacité de production de 12,7 millions de tonnes de ciment par an, pour une demande nationale estimée par LAFARGE à 8 millions de tonnes. L'excédent est exporté vers les pays voisins, notamment le Nigeria, le Tchad et la RCA.

Le 27 février 2026, les travaux de construction de l'usine de broyage des fèves de cacao, Samen Industry S.A, ont été lancés par le Gouvernement. Située à Bare-Bakem dans la localité de Nkongsamba, région du Littoral, cette usine sera bâtie sur une superficie de trois hectares. Elle ambitionne de produire 32 000 tonnes de pâte de cacao par an, destinées essentiellement à l'exportation.

Depuis le 12 janvier 2026, la procédure accordant aux contribuables une annulation ou une modération des pénalités ou amendes liées aux impôts et taxes, se fait désormais en ligne, via le portail officiel de l'administration fiscale.

Une usine de production de chocolat à base de fèves rouges de cacao, issues des cabosses à pigmentation rouge, dénommée **chocolat rouge**, a été installée à Nkol-Melen, près de la ville de Obala, dans la région du Centre. Cette usine d'une superficie de 3000 m², transformera la fève rouge produite par les coopératives locales, dans le but de produire un chocolat haut de gamme à destination de restaurateurs, de glaciers et hôteliers à travers le monde.

Le 20 janvier 2026, les autorités monétaires de l'Afrique Centrale ont mis en place un nouvel instrument de confiance dans l'octroi des crédits bancaires. Il s'agit du Bureau d'information sur le crédit (BIC). Ce bureau permettra une évaluation des risques plus pointue, en collectant le maximum de données sur la solvabilité des emprunteurs auprès des banques, des microfinances et même auprès des fournisseurs d'eau, d'électricité et de télécoms.

Le 05 février 2026, le Gouvernement a inauguré une nouvelle usine de transformation de manioc à Minkoa-Lobo dans la région du Centre, destinée à la production de la farine pour panification et de l'amidon utilisé comme matière première dans les pressings.

La 14^{ème} conférence ministérielle de l'OMC (CM14) s'est tenue à Yaoundé au Cameroun du 26 au 29 mars 2026. Au cours de cette conférence, on note l'entrée en vigueur d'un accord visant à limiter les subventions et aides publiques, que versent les pays développés à leurs pêcheurs. Aussi, un fond d'assistance pour les pays en développement a été mis en place, avec une enveloppe initiale de 20 millions de dollars.

Une usine de torréfaction du café a été inaugurée par le Gouvernement le 12 mars 2026 à Bafoussam, dans la région de l'Ouest. Il s'agit d'encourager la transformation locale du café et réduire l'exportation du café brut.

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication

MOTAZE Louis Paul,

Ministre des Finances

Directeur de publication Adjoint

YAOUBA ABDOULAYE,

Ministre Délégué

Superviseur

NGAKOUMDA Gabriel,

Chef de la Division de la prévision

Coordonnateur technique

MOHAMADOU AMINOU,

Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

Rédaction et relecture

- NANA Jacques Barnabé,

Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du
Secteur Extérieur ;

- LELE TAGNE Berlin,

Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de
l'Economie Réelle ;

- NKAKE EDINGUELE Zacharie,

Chef de Cellule des Finances Publiques ;

- AWONO Frédéric,

Chef de la Cellule Informatique ;

- DONGMO TSANGUE Christian,

Chef de Cellule de la Balance des Paiements ;

- ZIBI ATANGANA Jean Florian,

Chargé d'Etudes Assistant;

- MENDOUGA Serge Hervé,

Chargé d'Etudes Assistant;

- NDOUMBE LOBE Benoit,

Chargé d'Etudes Assistant;

- TONYE Jacques,

Chargé d'Etudes Assistant;

- PENDA Simon Micarel,

Chargé d'Etudes Assistant;

- BANGUE Charles,

Chargé d'Etudes Assistant;

- TONYE Jacques,

Chargé d'Etudes Assistant;

- NGOUING Moïse,

Chargé d'Etudes Assistant;

- WAKAM Ignace,

Chargé d'Etudes Assistant;

- FOTSING SIELINOU,

Chargé d'Etudes Assistant;

- NDONGO Epse ONANA René Carole,

Chargé d'Etudes Assistant;

- CHAJEU NANA Loïc,

Chargé d'Etudes Assistant;

- METSAMA Martin,

Chargé d'Etudes Assistant;

- HAMADOU DAOUDA

Chargé d'Etudes Assistant;

- NJI FIFEN NGANGUE Hussein,

Chargé d'Etudes Assistant;

- DONGMO GAPGHO Boris Joel,

Chargé d'Etudes Assistant;

- OTOLO BINELI Rodrigue,

Chargé d'Etudes Assistant;

- TABI MVE Guy Stéphane,

Chargé d'Etudes Assistant;

- LEKANE ZOLEFACK,

Chargé d'Etudes Assistant.

Les versions actuelles et antérieures de cette note de conjoncture sont
disponibles en français et en anglais sur les sites internet suivants
www.minfi.gov.cm et www.dgb.cm